

INFORMATIONS

CORRESPONDANCE

OUVRIERES

le Numéro : 1 Franc - MENSUEL
 N° 85 - SEPTEMBRE 1969

SOMMAIRE

LA LUTTE DES CLASSES EN FRANCE	2
FRANCE DES TRAVAILLEURS	9
DANS LE MONDE	
IRLANDE	12
ITALIE	12
U.S.A.	18
ACTION ET REPRESSION	20
CORRESPONDANCE	22
PUBLICATIONS	25

Directeur de la Publication : M. BLACHIER
 Imprimerie Coop. l'Abeille -- Montpellier

Ce premier numéro imprimé est le 85ème d'I.C.O.

Depuis 10 ans, ce bulletin mensuel — ronéoté jusqu'alors — a été pour un cercle restreint de camarades (travailleurs ou autres) un lieu d'information réciproque, d'échanges, de discussions, de contacts.

Le cercle s'est peu à peu étendu ; certains ont disparu, d'autres ont quitté pensant trouver ailleurs un groupe plus conforme à leurs exigences, ou activités, ou théoriques, ou éthiques.

Mai 68 a donné à notre travail une nouvelle dimension, ce sont maintenant des groupes de camarades, dans toute la France, et non des camarades isolés qui s'y trouvent associés. Alors qu'I.C.O. comportait avant une majorité de travailleurs, la plupart de ces groupes comptent une majorité étudiante.

Cela nous a contraint matériellement à tout modifier pour que ce travail soit sur tous les plans une œuvre collective, pour que chacun, individu ou groupe, puisse y apporter son expérience de l'exploitation capitaliste et de sa condition d'homme aliéné, ses luttes, ses réflexions, aussi sa contribution ou sa participation aux tâches matérielles, pour que chacun puisse trouver les informations et les contacts qu'il cherche.

Tu pourrais trouver dans les anciens numéros d'I.C.O. bien des divergences, tu entendras des critiques plus ou moins intentionnées, nous n'avons ni un programme, ni une plate-forme, ni des exigences éthiques qui dissimuleraient des désaccords derrière une adhésion ou un accord formels.

Dans une société très diversifiée et évoluant inégalement, il est normal que chacun ressent ce qu'il vit différemment de l'autre dans la réalité quotidienne de la lutte de classe. C'est ce que reflète le contenu du bulletin et lui donne ce caractère particulier que certains critiquent au nom d'une ligne théorique, d'une théorie que nous refuserions, d'une cohérence qui nous ferait défaut.

La confrontation des expériences et des opinions permet, d'une part de dégager les lignes plus générales, d'aborder la théorie si c'est nécessaire, d'autre part de donner à chacun les moyens de mieux comprendre sa propre réalité de travailleur.

Si ce bulletin te tombe entre les mains pour la première fois, dis toi bien que tu peux y participer de la même façon que tous ceux qui, travailleurs ou autres, ont compris qu'un monde nouveau ne pourrait naître que de l'effort de chacun et de tous, par la rupture avec toutes les routines, par la libération de tous les appareils de domination y compris, et d'abord, ceux que sont les partis et les syndicats.

La Lutte des classes en France

**CE QUI SE PASSE EN FRANCE SE PASSE
AUSSI DANS TOUS LES PAYS INDUSTRIALI-
SES. EST-CE LA CRISE DU CAPITALISME ?**

Il serait nécessaire, au début d'un tel article, de faire une analyse de la société capitaliste dans le monde. Rien de ce qui se passe en France n'en est séparable et les difficultés présentes du capitalisme français ne lui sont pas particulières. Partout, aussi bien dans la branche orientale que dans la branche occidentale du capitalisme, s'accomplissent des transformations techniques, économiques et sociales. Cette évolution se fait à travers la compétition entre les entreprises et entre les états, pour la recherche de matières premières et de débouchés pour la mainmise des plus puissants sur les plus faibles, tout comme par le passé par la contrainte, la violence, la guerre, par l'écrasement des hommes et de l'homme. Depuis quelques années, les difficultés économiques, monétaires, sociales sont devenues quotidiennes. (1)

Des mesures comme celles qui viennent d'être prises en France (dévaluation, manipulations diverses pour tenter de « redresser » l'économie, c'est-à-dire de permettre au capitalisme français de faire face à une concurrence étrangère accrue) sont également prises sous des formes diverses dans différents pays du

monde. Les changements politiques que nous venons de connaître ne sont que des changements d'orientation sur le chemin indécis mais inexorable vers la concentration des entreprises et la modernisation du capitalisme français pour lui permettre d'être au niveau de ses concurrents les plus puissants. Il peut être intéressant de discuter de toutes ces mesures, de leur portée réelle, des luttes internes entre les différentes couches du capitalisme français, des tentatives à un capitalisme d'Etat, de l'intervention du capitalisme américain. Il peut aussi être intéressant d'examiner comment ces conflits économiques se traduisent par des luttes politiques et débarrasser celles-ci de tout le fatras des mots qui en dissimulent la réalité. Mais finalement cela présenterait peu d'utilité et amènerait des discussions sans fin sur l'évolution et les perspectives de la société capitaliste.

Que l'on parvienne ou non à la conclusion qu'une crise est menaçante, ou bien que les impérialistes dominants rencontrent des difficultés de plus en plus grandes, on doit admettre, particulièrement en France, que des secteurs de plus en plus vastes sont envahis par le capitalisme, qu'il y a de plus en plus de « prolétaires modernes » alors que les couches intermédiaires, commerçants, paysans, intellectuels se voient dépossédées, que la dimension des entreprises et les techniques mises en œuvre resserrent de plus en plus sur le travailleur l'étau de l'aliénation.

Tout cela n'est pas nouveau. Cela fut toujours la condition même du travailleur. Tout comme les difficultés du capitalisme français

(1) Le chapitre « La société capitaliste » de la brochure « La grève généralisée en France », mai-juin 1968, pourrait constituer un bon préambule à ce texte.

n'ont pas débuté en mai 68, la perpétuelle mutation de l'entreprise est l'essence même du capitalisme avec comme conséquence l'aliénation totale de celui qui n'a pas d'autre choix que de vendre sa force de travail. Seulement, mai 68 marque quand même une étape importante : provoqué par une accélération de cette mutation du capitalisme français, en retour il provoque de nouvelles transformations : pour rester au niveau de ses concurrents, il lui faut produire plus et exporter. Tout cela concerne uniquement ceux qui travaillent qui, globalement, doivent produire plus et consommer moins, quels que soient les moyens utilisés pour y parvenir (et il y en a de nombreux).

Toutes ces transformations du capitalisme ont modifié la condition ouvrière : les travailleurs d'aujourd'hui ressentent avec plus d'acuité leur aliénation. Forcé de dispenser plus de connaissances pour la mise en œuvre d'un appareil de production plus complexe, le capitalisme donne en même temps à chacun les moyens d'une plus grande compréhension de sa condition et de son aliénation ; alors que l'évolution des techniques permet d'entrevoir les moyens de libération du travail et de la satisfaction des besoins, les impératifs de la production capitaliste confinent le travailleur dans des tâches aux initiatives de plus en plus restreintes et dans une vie de plus en plus contrôlée. L'isolement des travailleurs dans l'entreprise et dans la vie, l'interdépendance étroite de tous dans la production moderne donne une dimension et une efficacité nouvelles aux luttes de base, sur des questions apparemment banales, mais qui deviennent immédiatement politiques parce qu'elles mettent en cause le pouvoir dans l'entreprise et les décisions économiques prises par les dirigeants politiques pour le maintien des intérêts capitalistes.

Mai 68 n'a pas non plus apporté d'éléments nouveaux dans ce domaine. Mais, notamment dans la révolte des jeunes travailleurs, il y avait le refus d'être considérés plus longtemps comme des choses et le désir de vivre. Une évolution qui se précisait déjà avant s'est précipitée et les luttes d'après mai ont exprimé tout d'un coup ce comportement nouveau des travailleurs.

LES TRAVAILLEURS LUTTENT

Mesures d'austérité ou pas de mesures du tout, cela continue pour les travailleurs comme par le passé : salaires, cadences, réorganisations, modernisations, déclassements, licenciements, chômage. La lutte de classe a toujours été et reste le refus des travailleurs à être totalement aliénés, c'est-à-dire une chose manipulable à volonté au gré des nécessités des dirigeants capitalistes pour le maintien de leurs in-

térêts et de la survie du système lui-même. L'importance de leur lutte ne dépend pas tant de l'importance que les travailleurs eux mêmes lui donnent, mais de l'importance que les dirigeants ont à ce qu'une telle lutte n'aboutisse pas car cela devient vital pour l'entreprise intéressée ou une couche capitaliste ou l'état lui-même en tant qu'expression des intérêts communs des différentes couches capitalistes. L'unification de la lutte et son extension ne vient pas tant du désir d'unité et de volonté de l'étendre, mais :

de ce que par la suite de la concentration des entreprises, beaucoup de travailleurs ont des intérêts communs et le découvrent, lorsqu'un secteur limité est en lutte,

de ce que les secteurs sont tellement interdépendants que l'arrêt de quelques uns bloque le tout,

de ce que la résistance des dirigeants à ce qui touche leur pouvoir de décision et à des problèmes de prix de production bloque rapidement la lutte dans une impasse et oblige les travailleurs en lutte à chercher d'autres soutiens. L'autonomie de la lutte ne vient pas tant du refus initial des dirigeants syndicaux ou des délégués de soutenir une grève, mais du fait que la position de ceux-ci dans l'entreprise moderne les rend absolument incapables à régler des problèmes de base et qu'ils interviennent dans la lutte pour exercer une fonction, la fonction syndicale, totalement opposée aux intérêts ouvriers : chose dont les ouvriers en lutte s'aperçoivent rapidement et qui les amènent à une expérience réelle du syndicat.

Il n'y a qu'à regarder les luttes des six derniers mois pour se rendre compte de la manière dont les travailleurs vont réagir aux mesures gouvernementales et à celles, non écrites, qui sur le plan des entreprises viseront à extraire plus de production de la force de travail. Le caractère commun de la plupart de ces luttes, même si elles restent assez diversifiées et même si les syndicats paraissent y jouer un certain rôle, c'est la tendance à l'autonomie : les travailleurs déclenchent eux-mêmes leur lutte, cherchent à la garder sous leur contrôle. Les syndicats se trouvent relégués, par la force des choses, dans le rôle strict de négociateurs, d'intermédiaires entre les dirigeants et les travailleurs. De plus en plus, ils s'y trouvent contraints, en raison de leurs prises de position pour ménager leurs intérêts d'organisation et leurs places dans une foule d'organismes (c'est-à-dire précisément d'interlocuteurs valables), pour leur permettre de continuer à jouer ce rôle, comme des défenseurs du système, de l'ordre établi. Ce n'est donc pas tant la « trahison » des dirigeants syndicaux qui les met du côté des dirigeants capitalistes (et les fait en-

core plus rejeter par les travailleurs) mais uniquement le caractère nouveau pris par les luttes et la volonté affirmée des travailleurs de se défendre eux-mêmes.

Ce caractère nouveau des luttes apparaît dans les nouveaux noms de baptême qu'on leur attribue : grèves bouchon, grèves thromboses, grèves tétanos. Cette nouvelle dénomination montre tout de suite deux choses : d'une part, qu'elles touchent des secteurs très limités d'une entreprise, là où des travailleurs peuvent se retrouver facilement, prendre conscience de leurs intérêts communs et contrôler étroitement leur lutte, d'autre part, que la structure même de l'entreprise capitaliste fait de « petites grèves » des conflits catastrophiques pour une entreprise importante et pour l'économie française tout entière : l'exemple le plus frappant est donné par les luttes qui se déroulent dans les aciéries du Nord et de l'Est : Usinor à Dunkerque en avril (280 ouvriers sur une question particulière de salaires), Usinor à Thionville en mai (ouvriers d'entretien), puis en juin (ouvriers des hauts fourneaux), Sollac en Lorraine en juin (4 semaines de grève sur des questions de classification), de Wendel Sidelor à Hagondange (219 ouvriers des services de transport, 25 jours de grève pour une augmentation uniforme des salaires). Une chute de la production d'acier pour des changements de classification.

D'autres grèves, aussi nombreuses que diverses quant aux revendications qu'aux entreprises touchées, font ressortir ce même caractère d'autonomie et cette même détermination de ne pas se laisser imposer sans réagir les décisions des dirigeants, alors même que cela peut être plus confus en raison de l'intervention des syndicats ou de la dimension réduite de l'entreprise qui fait que les traits signalés ci-dessus n'apparaissent pas nettement, ou que les travailleurs réussissent à faire passer, à l'intérieur d'une section syndicale une démocratie directe identique à celle que l'on trouve à la dimension d'un petit secteur d'une grosse entreprise (mais alors hors du syndicat). Parmi les plus significatives, la grève des traminois de Strasbourg juin, l'occupation d'une usine fermée au Boucau en mai par 220 ouvriers soutenus par 2.000 ouvriers des entreprises voisines, l'occupation d'une usine Ducellier à Ste-Florine (Hte Loire) contre le licenciement de 9 délégués, 8 jours de grève dans une huilerie de Dieppe fin juin pour une prime de vacances et 2 jours de congé, l'occupation d'un centre spécialisé pour enfants à Grasse avec la solidarité de tous les travailleurs de la ville, 15 jours de grève à Pauillac Gironde sur un chantier par 400 ouvriers pour les conditions de travail et une indemnité de déplacement, contrôleurs Sud-Est à la S.N.C.F., secteurs limités Air France... On pourrait continuer longtemps cette énumération. Les différents échos que l'on peut avoir de ces

luttes et d'autres montrent que les quelques « grèves sauvages » du printemps (1) correspondent à une situation globale qui s'exprime à travers toute la France et toutes les entreprises, bien sûr sous des formes correspondant à la diversité des situations. Situation qui fait que le capitalisme français se trouve lui-même devant une situation nouvelle.

Cette situation nouvelle est plus caractéristique encore que ce qu'on peut en dégager des grèves dont nous venons de parler : celles-ci ne sont que l'expression d'une modification de comportement, de « conscience » si l'on veut au niveau de l'entreprise et du travail. On pourrait discuter de l'action réciproque, dans cette évolution des facteurs techniques, économiques, de la modification des moyens de production et des dimensions des entreprises, de la venue de nombreux jeunes dans la production, de la « libération » brutale que mai 68 a été pour une forte minorité, de l'expérience du rôle des appareils politiques et syndicaux, etc... Ceci s'exprime dans le fait que de nombreux travailleurs n'acceptent plus d'être manipulés à volonté et trouve son expression dans un rapport de force différent d'avant mai 68 qui fait que l'exploitation ne peut s'y exercer de même façon (les ordres sont discutés, voire refusés), par une attitude différente devant le travail, la promotion sociale, etc..., par une recherche du travail le moins emmerdant pour le meilleur salaire... On pourrait s'étendre longuement sur tous les aspects positifs (ou négatifs) de ce qui apparaît plus parfois comme un comportement que comme une lutte. Mais c'est cette même attitude qui soustend les luttes et leur autonomie (à la fois cause et conséquence) ; et la lutte de classe n'est pas seulement contenue dans les grèves (qui peuvent n'être que l'apparence de transformations plus profondes) ; pour le capitalisme, elle est la somme de tout ce qui empêche le cours normal de la production selon ses propres impératifs. Il ne fait aucun doute que tout ceci pèse d'un poids important dans l'évolution présente de la situation économique et sociale, au moins aussi important que ce qui en est l'expression dans les grèves autonomes et déclenche des mesures répressives dans des secteurs qui ne sont pas liés directement à la production.

LES APPAREILS DE REPRESSION :

l'appareil d'état, les syndicats,
les organisations politiques

La répression dans la société capitaliste n'a pas le sens étroit qu'on lui accorde souvent : celle de l'appareil policier et judiciaire. La répression englobe la totalité des moyens par les-

(1) Voir I.C.O. nos 79, 80, 81 et Cahiers de Mai nos 11, 12.

quels le travailleur se trouve contraint d'accepter de vendre sa force de travail aux conditions qui sont nécessaires pour l'entreprise capitaliste à un moment donné de lui imposer (1).

Les formes et les méthodes de tous les organes de cet appareil répressif se modifient avec le temps ; elles gardent, comme toutes les institutions, une certaine fixité qui fait qu'à un moment ou à un autre elles se révèlent inadéquates en raison de l'évolution des techniques et peuvent même provoquer des tensions et des conflits de la part des travailleurs qui cherchent alors à les rejeter parce qu'elles deviennent insupportables. En sens inverse, les cadres de nomination peuvent être modifiés volontairement de la part des dirigeants capitalistes, soit lors de la mise en œuvre de nouvelles techniques de production, soit comme le résultat d'analyses socio-économiques du travail et du comportement des travailleurs. Mais là également la mise en œuvre de ces nouvelles techniques de domination qui viennent bouleverser les habitudes, les routines et les adaptations (nous n'utilisons pas volontairement le terme intégration parce que, dans ce qui paraît une adaptation il y a souvent de la part des travailleurs un retournement de la technique de domination). Il y a ainsi au sein de l'entreprise capitaliste une dialectique constante entre la répression totale sur les travailleurs, sa résistance, qui entraîne une évolution de l'ensemble du système et qui fait que la réalité est quelquefois très différente des formes apparentes que prend cette répression.

Cette forme elle-même comporte deux aspects entre lesquels elle oscille perpétuellement : d'un côté « l'intégration » et les récompenses qui s'appliquent à celui qui accepte de se plier à un certain nombre de règles, d'autre part, la sanction et la répression (au sens étroit) qui s'appliquent à celui qui transgresse plus ou moins ouvertement ces règles.

Quels que soient les organismes par le canal desquels s'appliquent cette domination et ces modes de répression, on trouve finalement les mêmes modèles d'action, et présentement il est apparent qu'il y a un parallélisme entre l'action des organismes liés directement au pouvoir politique au niveau de l'état, au pouvoir patronal au niveau des entreprises et celui des syndicats sur l'ensemble de ces niveaux : ce parallélisme est si frappant, qu'il devient et qu'il est à certains moments précis, une collusion entre tous ces organismes de domination, alors même que leur façade conventionnelle pour les besoins même de leur emprise sur les travailleurs, en fait des organismes rivaux, voir même ennemis.

(1) Voir dans I.C.O. n° 74, octobre 68 : « Répression et violence.

LES SYNDICATS, dans la situation présente, continueront de jouer le même rôle que par le passé. Pas tant à cause de leurs dirigeants (Bergeron et Descamps chez Nixon, au printemps, ont sans doute bien parlé de certaines perspectives politiques) mais beaucoup plus à cause de la place que les structures économiques et la concentration capitaliste leur assigne objectivement, aussi bien au niveau de l'entreprise qu'au niveau de l'Etat. Et ceci quelle que soit la bonne volonté ou la sincérité des responsables (ce qui est souvent loin d'être le cas). Au contraire, malgré toutes leurs proclamations de ne pas se laisser intégrer et de rester « indépendants », la concentration du capitalisme les amènera de plus en plus à jouer le rôle de leurs homologues allemands, anglais ou américains, à devenir semblables les uns aux autres, en dépit de leurs différences de langage, à s'unifier. La C.G.T. reparle de Front Syndical Commun et tous les syndicats de pouvoir d'achat, d'échelle mobile. Leur « pouvoir » ne provient plus de l'adhésion ou du soutien de membres, mais de parcelles d'autorité, de pouvoir social légal, concédés par les dirigeants capitalistes. Ce pouvoir concédé leur permet d'exercer une contrainte économique sur les travailleurs, pour les forcer à adhérer, pour les obliger de traiter par leur intermédiaire. La chute de De Gaulle donne aux syndicats les coudées plus franches dans leurs rapports avec le pouvoir politique : toutes les centrales se sont succédées chez le premier ministre, certainement pour faire autre chose que rabâcher les programmes syndicaux dispersés dans le vent. Entre Pompidou et les syndicats, notamment la C.G.T., il y a des retrouvailles d'un an, celles des accords de Grenelle (1). Mais ces discussions politiques ne sont finalement que des mises au point de structures qui se dessinent ici et là dans les entreprises, de lignes d'action que suit le capitalisme le plus moderne pour son meilleur fonctionnement. Beaucoup plus importants que ces positions et discussions politiques sont les accords qui se concluent sur le plan des entreprises ou sur le plan général. Ils ne sont pas l'objet de propagandes mais ils montrent l'emprise des syndicats sur la vie du travailleur. Ils sont parfois la conséquence de luttes - sauvages ou pas - tant il est vrai que toute lutte parcelaire est finalement récupérée par le pouvoir et par les organismes de domination.

Nous ne citons que quelques-uns de ces accords :

-- à la mi-avril, après 15 jours de grève, un accord est conclu par les syndicats dans le groupe Sté Frères-Willot (le même qui s'est annexé

(1) Les bruits et les informations les plus divers, mais incontrôlables circulent sur les « avantages » que la C.G.T. aurait obtenu en mai en échange de ce qu'on connaît.

le Bon Marché). L'essentiel de l'accord concerne : la libre circulation des délégués dans les entreprises, la collecte des cotisations, l'utilisation des panneaux, l'attribution aux syndicats d'un local dans les usines, la distribution des tracts et journaux syndicaux dans les usines.

-- à la mi-mai, tous les syndicats de la Régie Renault signent un accord avec Dreyfus, sur l'exercice du droit syndical : les délégués syndicaux permanents seront rémunérés par le syndicat, mais ne perdront aucun droit dans l'usine en cas de réintégration. Un délégué central par syndicat se voit nanti de crédit spécial d'heures et tout un système d'attribution d'heures est prévu pour les délégués syndicaux subalternes (il s'agit de représentants du syndicat non élus).

-- dans les grandes usines textiles, notamment à Rhodiaceta, tous les syndicats signent des accords d'entreprise sur le même sujet, début juin : locaux syndicaux distincts dans l'usine accessibles de l'extérieur ; collectes, affichage, diffusion dans l'usine « à la condition de ne pas gêner la production » ; une heure « d'accueil prévue pour les entrants pour « converser » avec le représentant syndical de son choix six assemblées annuelles par syndicats sur le temps de travail ; budget annuel spécial attribué aux syndicats par entreprise révisable chaque année. L'entreprise finance le syndicat.

Dans les grosses entreprises du bâtiment et des travaux publics, tous les syndicats viennent de signer un accord de participation : toute la gestion et la répartition des fonds seront assurées par les organismes paritaires ; extension du pouvoir économique du syndicat.

Dans un autre domaine : fin juillet, 60 militants de la C.G.T. conduits par de hauts dirigeants, visitent le centre universitaire de Vincennes ; ils discutent avec le président du conseil de gestion et déclarent avoir « une profonde communauté de vues et une volonté de coopération sur les problèmes connus, notamment en ce qui concerne la rentrée d'octobre 69 ».

Tout cela est beaucoup plus concret que les vagues communiqués à l'issue des entretiens avec le gouvernement et donne le contenu réel de ces entretiens.

Peu à peu s'édifie ainsi la fonction syndicale dont il faudra bien un jour définir la nature précise et l'importance dans les structures économiques. La façade des syndicats n'en parle guère. Au contraire, ils s'évertuent présentement à récupérer le plus possible de mai, non seulement en revendiquant « l'esprit de

mai » et en s'y attribuant le rôle essentiel, mais en se donnant un langage plus violent, une phraséologie révolutionnaire, aussi bien pour la C.F.D.T. que pour la C.G.T.

Tout ceci peut apparaître comme une conséquence de mai, en réalité il y a eu ici également une généralisation brusque de situations qui jusqu'alors émergeaient isolément dans les luttes des dernières années. Cela peut se traduire dans des délais plus ou moins longs, et en rapport avec les nécessités du capitalisme par des modifications encore plus profondes des structures syndicales, de leur place, de leur fonction dans l'entreprise et dans l'état, de leur langage et de leurs méthodes. C'est le côté « intégration-récompense » de leur caractère répressif : ils s'entremettent pour les travailleurs, ils leur offrent ce que les dirigeants leurs donnent à offrir, ils font fonctionner « dans l'intérêt des travailleurs », mais éventuellement sélectivement dans l'intérêt de ceux qui « acceptent », toute une foule d'organismes régulateurs (dont la liste devient impressionnante).

On voit déjà apparaître là le côté répressif direct de leur fonction. Une des conséquences de mai 68 et de ce qui se passe depuis, aussi bien touchant les individus au niveau des entreprises, que les conflits à un niveau plus général a été et est de montrer nettement ce caractère répressif direct. Là aussi, il y a parallélisme de l'action des syndicats (et des partis) et de celle du pouvoir. Comme l'écrit le P.C. (tract Renault 29-7-69) : « c'est dans les entreprises, là où les travailleurs sont concentrés par milliers et dizaines de milliers, là où éclate en permanence la contradiction fondamentale entre le capital et le travail que nous devons veiller le plus au renforcement permanent du Parti ». Chaque syndicat pourrait dire justement la même chose, car c'est dans l'entreprise qu'il faut encadrer les travailleurs, c'est là que depuis mai, des ouvertures se font, c'est là que des dirigeants de tous ordres pensent que les « gauchistes » viennent troubler la paix sociale et disputer le terrain aux « défenseurs patentés de la classe ouvrière ». Mais c'est vrai aussi pour tous les appareils des organisations en puissance pour qui le « travail vers les entreprises » a la même signification que pour le P.C. ou les syndicats. Les rivalités entre les différents groupes « d'avant-garde » anarchistes ou léninistes (trotskystes, pro-chinois, ou autres) tous persuadés d'être « l'élite consciente » du mouvement ouvrier et qui se servent des luttes comme tremplin de recrutement, font contre-partie à l'action des syndicats, des partis, à la répression contre ceux qui ne suivent pas le « droit chemin » de leurs propres organisations.

Cette répression du mouvement autonome des travailleurs par le canal des organisations

prend des formes très diverses : elle est d'abord dans l'enrégimentement au sein d'une organisation dogmatique qui met des œillères sous des prétextes divers : efficacité, nécessité d'être organisé, d'avoir un programme, etc... ; elle est après l'enrégimentement dans le mépris qu'on doit avoir pour les autres, pour ceux qui ne détiennent pas la « vérité », et ceux qui ne sont pas « conscients » et réciproquement dans le mépris que les autres vous accordent pour les mêmes raisons ; tout ceci finit par entraîner de solides routines de pensées et d'action et isole dans une phraséologie et dans les finalités propres de l'appareil.

Sans doute le P.C. et la C.G.T. excellent dans la dénonciation même du « gauchisme ». Nous pourrions en citer des pages plus édifiantes les une que les autres. En voici une parue dans le bulletin mensuel C.G.T. du livre, juin 69, n° 68 « Le Livre Parisien » : « Dans le même temps il ne faut pas perdre de vue l'action néfaste que continuent à mener certains groupuscules gauchistes et autres, notamment par leurs écrits mensongers distribués à la porte de certaines entreprises et dans le but de semer le trouble dans la tête des travailleurs... Nos camarades doivent prendre toutes les mesures pour contrecarrer ces menées subversives ».

Cette dernière phrase, c'est le langage même des patrons, des dirigeants politiques, des flics. Qu'on ne s'y méprenne pas : gauchistes = meneurs, et finalement syndicats = police. Depuis mai 69, les dirigeants syndicaux (notamment C.G.T.) et patronaux s'entendent directement pour liquider, là où s'est possible, les gauchistes, c'est-à-dire tous ceux qui, quelle que soit leur appartenance, se sont mis en avant en mai 68. Nous pesons bien ce que nous écrivons : la répression passe d'abord par le syndicat et le P.C. avant de passer par la police et, souvent, il y a collaboration de tous les appareils de répression. Avant les vacances, les « avertissements » ont été multipliés, notamment pour des travailleurs étrangers qui avaient déjà été sanctionnés par les dirigeants d'entreprise, de concert avec les dirigeants syndicaux. Tout cela n'est ni gratuit, ni fortuit. Dans la mesure où le capitalisme prend des mesures plus sévères pour se sortir du pétrin, le vidage et les pressions ont un double but : éliminer les plus actifs et intimider les autres. Les intérêts des syndicats coïncident avec ceux des capitalistes : le contrôle des travailleurs par les syndicats est la condition essentielle pour que ceux-ci restent pour les dirigeants capitalistes des « interlocuteurs valables » et remplissent la fonction qui leur est impartie.

Paradoxalement, les groupes « gauchistes » objets (en partie) de cette répression (tout au moins dans sa forme la plus spectaculaire), par toutes leurs tentatives concurrentes de prendre

emprise dans le mouvement ouvrier (exactement comme le P.C.) en arrivent à se réprimer les uns les autres. Les travailleurs qui peuvent les suivre sont entraînés dans une ronde dont leur résultat final est de faire ressortir leur trait commun sur ce point, qu'ils soient des victimes ou des agents de répression : ce qui s'est passé chez Coder à Marseille en juin-juillet illustre bien comment, à partir d'une action autonome (1) des travailleurs, tous les appareils P.C., C. G.T., différents groupes pro-chinois finissent par être pris dans un imbroglio de bagarres, de dénonciations, d'accusations, totalement étranger au mouvement lui-même.

Cependant, pour criticable qu'elle puisse être, cette activité aux flancs du mouvement ouvrier a un intérêt important : d'une part elle clarifie les situations, pour la raison que nous venons d'énoncer (on sait qui est du côté de l'ordre social) ; d'autre part, elle constitue une ouverture. La surenchère des groupuscules, dans la mesure où ils s'abattent sur la moindre grève, contribue à lui donner une publicité qu'elle n'aurait jamais eue et à montrer aux autres travailleurs qu'ils ne sont pas les seuls à lutter dans leur coin. Par cette information, même dénaturée et exploitée, par ce brassage d'idées, même véhiculées à travers des invectives, les cassages de gueule ou le jargon politique de chaque chapelle, ces organisations, objectivement et par leur multiplicité même contribuent à l'ouverture vers l'autonomie des luttes (1).

Ce n'est pas le sens qu'ils donnent à leur intervention. Mais il en est ainsi parce que l'autonomie sous-jacente leur permet de s'exprimer aux portes des boîtes et, en retour, quelles que soient leurs interventions, ils servent cette autonomie. Celle-ci correspond à une tendance profonde du mouvement ouvrier, pas seulement en France, comme conséquence de l'évolution du capitalisme moderne lui-même. La répression, sous toutes ses formes, n'y peut rien changer. Au contraire, elle tend à dégager encore plus nettement les traits de cette tendance. Mais également, plus cette tendance se précise, plus la répression risque de s'étendre, avec des traits différents et opposés, suivant les nécessités propres du capitalisme et à la mesure du rejet par les travailleurs des appareils syndicaux et politiques (y compris de leurs fonctions de négociateurs et d'intermédiaires patentés), de leurs refus de se laisser séduire ou intimider. Il faut être averti que cette répression peut venir plus par les canaux politiques, patronaux et syndicaux ; mais aussi bien com-

(1) Voir Cahiers de Mai, n° 12.

(1) Voir dans I.C.O. nos 79, 80 et 81 : Organisation et mouvement ouvrier - La différence.

prendre que seule la résistance ouvrière peut y faire échec, d'abord sur les lieux même de la production, dans les entreprises.

QUE PEUT-IL SE PASSER ?

Cette question, certains la posent pour pouvoir définir une tactique en vue d'intervenir de manière ou d'autre dans les événements qu'ils pensent influencer, voire même provoquer par leur « action ». Cela rejoint ce que nous venons de dire des syndicats, des partis et des groupes. Quelles que soient leur conclusion et les mots d'ordre qu'ils en tirent, quelles que soient leurs interventions, la tendance autonome du mouvement ouvrier continuera à se développer, bien sûr de manière inégale, avec des formes diverses, apparemment des répit, des retours et des accélérations, mais, tout aussi inexorable que l'évolution du capitalisme lui-même.

Ce que peut être cette tendance et quelles formes pratiques elle peut prendre, l'exemple des pays industrialisés peut nous l'apporter et non pas, comme beaucoup essaient de nous le prêcher celui des pays dits « sous-développés » encore sur la voie de l'industrialisation. De ce point de vue, ce n'est ni la Russie, ni la Chine, ni l'Amérique Latine qui nous intéressent (ce qui ne veut pas dire que ce qui se passe dans ces pays ne soit pas intéressant d'un autre point de vue). C'est par exemple ce qui se passe aux U.S.A., en Allemagne, en Grande-Bretagne, en Italie, au Japon.

Pour ne prendre que les dernières luttes, l'Italie et la Grande-Bretagne nous montrent, dans un même pays, deux types de mouvements : pour l'Italie, Fiat et Pirelli d'un côté, Battipaglia de l'autre ; nous en parlons suffisamment dans ce numéro pour ne pas aborder ces grèves ici. Pour la Grande-Bretagne, les grèves « sauvages » sont quasi quotidiennes depuis une ving-

taine d'années : elles ont cependant pris au cours des années une dimension nouvelle, à la taille d'un trust (grève chez Ford, voir I.C.O. nos 80 et 81), et comme un conflit direct avec le pouvoir politique. La dernière grève importante des Aciéries de Port Talbot (Pays de Galles) de 1.300 ouvriers pendant 8 semaines pour soutenir 143 ouvriers, était considérée comme le premier test des nouveaux pouvoirs dont dispose maintenant l'intersyndicale (Trade Unions) pour régler de pareils conflits et un défi direct à la politique des salaires du gouvernement : le succès de la grève montre clairement de quel côté sont les plus forts présentement. On peut rapprocher un tel conflit de ce qui se passe chez Fiat ou chez Pirelli ; mais on peut aussi rapprocher ce qui se passe en Irlande du Nord de ce qui s'est passé à Battipaglia.

Que pouvons-nous en tirer pour la France ? Que les grèves sauvages pourront se dérouler pendant un temps plus ou moins long, des années peut-être, au niveau des ateliers ou de petites ou moyennes entreprises, avant de gagner plus ou moins vite les secteurs plus étendus ou des domaines plus importants ; mais, cette extension ou cette importance ne dépendra pas tant des travailleurs eux-mêmes ou des circonstances, mais de l'évolution même du capitalisme et de celle corrélative des appareils et de la répression.

D'autre part, on peut penser également que les inégalités de développement du capitalisme dans toute la France pourront entraîner des manifestations différentes de la tendance autonome des luttes, aussi différentes que Battipaglia et l'Irlande d'un côté, Ford Port Talbot, Fiat et Pirelli de l'autre. Ce qui nous paraît certain, c'est que ce qui se passe à l'intérieur des entreprises, sur le lieu même de la production capitaliste, est beaucoup plus riche d'enseignement que ce qui se passe ailleurs et que c'est là que nous pouvons voir dans quelle voie s'engage la lutte de classe, quelle est sa dimension réelle et sa force de contestation réelle des pouvoirs de domination.

(à suivre)

" France des Travailleurs "

D'UN CAMARADE DE L'AISNE

« Du point de vue de la situation dans les entreprises, il me semble que le calme apparent de la période vacances est trompeur et recèle pas mal de « craquements ».

Dans le service de la Coopérative Ouvrière gérée par des membres du P.C.F. où je suis, un entrepôt de denrées périssables qui assure les livraisons dans les succursales, cette période de vacances crée quelques remous.

En effet, un mécontentement larvé et évidemment fort justifié règne chez tous les ouvriers du service. L'horaire habituel de ceux-ci est de quatre heures du matin à dix huit heures (sauf le samedi presque midi). Alors que la convention collective stipule 43 heures hebdomadaires.

Depuis deux ans que je suis dans ce service, deux ouvriers (l'un malade, l'autre licencié parce qu'il arrivait en retard le matin) sont partis et n'ont pas été remplacés.

Ce qui explique pourquoi les ouvriers sont contraints de faire tant d'heures. Aucun d'entre eux d'ailleurs n'a voulu reprendre sa carte syndicale au début de cette année. Une conséquence de leur mécontentement a été de prendre leurs vacances en juillet et août. En effet, comme la boîte ne ferme pas, il faut déposer ses dates de congés plusieurs mois à l'avance. A l'heure actuelle, il va rester sur un effectif de 8 bonshommes, 4 ou 5 gars pour assurer le travail. Moi-même ayant un horaire privilégié de 7 h. 30 à 12 h. et de 13 h. 30 à 17 h. 45 en raison du poste auquel je suis affecté, j'ai refusé à la demande du chef de service de venir à 4 h. du matin pour boucher les trous.

En effet je n'accepte pas de me laisser entraîner dans cette saloperie de cercle vicieux des heures supplémentaires qui a amené mes camarades de travail à accepter des semaines de 60 à 70 heures... Je passe évidemment sur toutes les réflexions générales et sarcastiques que pourraient engendrer cette situation. »

PAPETERIES DE FRANCE

(Usine d'Alfortville, banlieue de Paris)

Rien n'illustre mieux le rôle du syndicat dans la gestion capitaliste qu'un tract diffusé en commun le 4 juillet par la C.G.T. et la C.F.D.T. et qui contient en douze points un projet de protocole d'accord sur les licenciements dans l'usine : il y est demandé à la fin au « person-

nel de l'usine » (sic) de « développer l'Action » pour sa réalisation. Ce protocole règle dans ses plus infimes détails les conditions de licenciements quant aux salaires et aux diverses primes et indemnités : il y est même question de la prime pour la médaille d'honneur du travail...

On ne voit pas pourquoi la concentration capitaliste n'irait pas bon train puisque les dirigeants syndicaux sont là pour anesthésier chaque travailleur avec des petites mesures particulières qui lui font croire que « tout » est prévu. Alors qu'il reste seul et souvent désespéré, devant le départ à zéro du chômage et d'un nouveau travail (souvent avec déclassement à partir d'un certain âge).

RENAULT

(Billancourt - banlieue de Paris)

LA REFORME DE LA GRILLE DES SALAIRES

Depuis 1951 les ouvriers de la Régie étaient rémunérés sur la base de 105, taux horaires, chacun s'appliquant à un poste de travail. C'était l'arbitraire le plus total et l'émiettement des travailleurs (on en a souvent parlé dans I.C.O.). A l'époque, la C.F.T.C. (devenue C.F.D.T.) avait signé l'accord, la C.G.T. avait refusé : c'était l'époque de la guerre froide, et il fallait être dur dans le camp occidental ; elle a signé bien d'autres accords depuis.

Depuis ces quelques vingt ans, les techniques de production se sont transformées : c'est certainement ce qui est à l'origine du nouvel accord qui ramène les taux horaires à 41. Avec d'autres aménagements concernant les mutations de poste avec déclassement. Tout cela applicable au premier octobre.

Il est vraisemblable aussi que des grèves sauvages, comme celles du Mans au printemps et cahiers de mai ont souligné l'inadaptation de ce système ancien et que les dirigeants patronaux et syndicaux se soient alors rendu compte qu'il urgeait de modifier ce système si l'on voulait maintenir la paix sociale dans l'usine. Le nouveau système n'a finalement pas changé grand'chose sauf d'amener des augmentations de salaires minimes (de 1 à 3 %) pour des catégories dispersées dans toute l'usine (ce qui divise encore). Il permettra en outre de faire les déclassements « en douceur », tout comme les licenciements évoqués plus haut.

Il n'est pas sans intérêt de rapprocher cette réforme des grilles de salaires de la « mensualisation », nouveau cheval de bataille des syndicats, promesse électorale de Pompidou. L'évolution des techniques de travail y est

aussi pour quelque chose : travail de surveillance plus que travail manuel dont les conditions se rapprochent de celles de l'employé. Les tracts syndicaux mélangent d'ailleurs habilement classification et mensualisation, ce qui sont deux choses bien distinctes, avec des finalités économiques bien différentes.

La C.G.T. crie victoire : « Une nouvelle fois c'est l'optimisme qui domine cette situation de prévacance » (tract C.G.T. - 30-7-69). « Il faut souligner que ce sont les milliers d'actions qui ont eu lieu depuis l'instauration du système d'études de postes qui ont permis ce résultat positif... » (à cette cadence là, l'exploitation capitaliste n'est pas près de cesser). Le P.C. va encore plus loin : « ...à l'exception de mai-juin 68, il y a longtemps que nous n'avions pas connu de résultats de cette importance... » Ce qui est certain, c'est que cette grande victoire, comme toutes les autres, laisse tous les problèmes, petits et grands, de l'exploitation de côté et en recée d'autres, ce qui permet aussitôt à la C.G.T. de repartir du bon pied, de la base au sommet pour les conditions d'application de la nouvelle grille.

La C.F.D.T. - malgré tous les rappels de tracts C.G.T. sur la signature par la C.F.D.T. de l'accord de 1951 - affirme bravement que : « ce système n'a jamais été accepté par notre organisation syndicale » (tract du 25-6-69). (il s'agit seulement du « système » des salaires au poste de travail, pas du système capitaliste). Elle aussi lance de nombreux tracts pour expliquer que : « ces nouvelles dispositions qui semblent séduisantes ne permettent pas à la C.F.D.T. d'y souscrire entièrement... » parce que « nous (la C.F.D.T.) n'avons aucune possibilité d'influer sur l'avenir de la grille des salaires » (tract C.F.D.T. commun à toutes les usines Renault de France).

Le syndicat peut être puisqu'il ne pense qu'à la négociation dans le cadre du système, mais les ouvriers... Et de reprendre comme la C.G.T. le dada de la mensualisation et un « nouvel objectif ».

« Actuellement les militants C.F.D.T. établissent un budget type permettant de fixer un salaire mensuel de « civilisation » budget qui inclura tout ce qui est utile actuellement pour avoir un niveau de vie correct en 1969 ». tract C.F.D.T. 25-6-69).

On ne lésine d'ailleurs pas sur le vocabulaire puisque le 2 juillet un nouveau tract C.F.D.T. sur la mensualisation parle de diviser le salaire en « salaire de progrès » (partie fixe) et « salaire de fonction » (partie hiérarchisée).

LES SYNDICATS, LE PARTI ET LA LUNE

D'un tract de la section Renault du P.C.F. 25-7-69

« Tandis que les hommes qui viennent de fouler le sol lunaire sont de retour, chacun ici-bas s'interroge sur la signification et la portée de leur exploit.

Pour nous, aucun doute : il s'agit d'une grande et féconde victoire de la science sur les forces aveugles de la matière...

Que ces étapes aient été accomplies d'abord par l'Union Soviétique, par un pays qui avait dû vaincre en peu d'années un terrible retard économique et technique, porte témoignage en faveur du socialisme. Que l'étape d'aujourd'hui soit atteinte d'abord par les Etats-Unis, par le pays capitaliste le plus puissant, n'enlève rien au fait qu'elle est un considérable progrès pour l'humanité tout entière.

Nous ne sommes pas de ceux qui reprochent aux expériences cosmiques de coûter cher alors que des hommes ont faim. A notre époque l'iniquité sociale et le développement inégal des peuples sont inséparables de l'impérialisme. Il est paradoxal de les attribuer à la recherche scientifique qui est au contraire, à court ou à moyen terme, une source inépuisable de bien-être et de culture. »

D'un tract C.F.D.T. Renault Billancourt du 24-7-69

« ...Oui, c'est vrai, c'est une victoire de l'homme sur la nature... Cependant nous devons nous poser certaines questions... Que voyons-nous sur la terre... Nous avons donc la guerre un peu partout dans le monde... La faim pour 3 hommes sur quatre... L'argent qui sert à fabriquer les fusées..., pour la plus grande part vient de l'exploitation systématique du néo-colonialisme américain envers les pays sous-développés... Il y a quelque chose qui ne tourne pas rond dans cette société... la C.F.D.T. préconise le socialisme démocratique... Ce qui veut dire, prise de pouvoir par la classe ouvrière qui nationalisera les moyens de production et les banques, puis organisera la production et sa répartition dans une planification démocratique.

ASSURANCES GENERALES DE FRANCE

(tract diffusé dans une annexe s'occupant d'assurances maladie pour les Travailleurs Non Salariés T.N.S.)

FAIRE ÇA...

ou PEINDRE LA GIRAFE...

Il y a du boulot à ras-bord aux T.N.S. Et comme personne n'est capable de faire autre chose que d'attendre que ça passe, la direction (plus paumée que le dernier des lampistes) a eu l'idée de faire faire le travail à domicile.

Que la pagaille règne ne nous CONCERNE PAS dans la mesure toutefois où cette pagaille ne nous oblige pas à travailler encore plus. C'est pourtant ce qui se passe.

Il est un fait que chacun juge l'autre responsable du désordre qui règne. Les grands chefs houspillent les moyens chefs qui houspillent les petits chefs (minuscules parfois). Les mini-chefs, à leur tour, font activer les employés, le tour est bouclé...

Et comme pas mal d'employés se prennent pour des petits chefs... Il n'y a pas de mystères, LES CHEFS S'AFFOIENT, NOUS ON NE DOIT PAS S'AFFOLER. Dans notre intérêt bien compris nous devons refuser des fatigues supplémentaires à notre organisme qui n'en a vraiment pas besoin. Il y a mille et mille autres manières de se fatiguer plus sainement.

Pour le travail à domicile, ceux que ça intéressent peuvent le faire, ça ne nous dérange pas - nos salaires sont si bas. Mais il faut reconnaître que cette manière douteuse de gagner sa vie est bien plus une manière de perdre la vie. Sachant que sur nos huit heures quotidiennes, il y en a déjà 4 qui sont en fait supplémentaires. La société est ainsi faite que le travail des uns fait la prospérité des autres, et le malheur de Tous.

Que ceux qui accepteront ce marché de dupes réfléchissent bien. Ce qu'ils gagnent en argent, ils le perdront en possibilités de VIVRE. Travailler chez soi revient à négliger sa femme ou son mari, ses gosses, ses amis (es) ou sa maîtresse. Une fois les traites payées, on se retrouve à vouloir en payer d'autres.

La publicité s'y entend à vouloir nous faire croire que le bonheur c'est notre facilité à changer de voitures selon la mode, de télévision quand apparaissent des TV extra-plates « comme si vous y étiez ». Ce que la publicité ne dit pas, c'est que ces objets s'achètent et que pour les acheter il faut travailler comme des idiots, à faire un boulot idiot avec des gens que le travail incessant rend bêtes. Nos collègues nous renvoient notre propre image.

-- ceux qui ne veulent pas mourir - et l'on meurt sans s'en apercevoir dans l'enfer des assurances

-- ceux qui refusent l'ennui du travail de bureau et de tout travail,

-- ceux qui ne sont heureux qu'une fois sortis ou quand de temps en temps on arrive à vivre aux A.G.F.

CEUX-LA EN FOUTENT LE MOINS POSSIBLE.

La Ligue contre le Zèle.

D'UN CAMARADE DE LYON

« Je t'envoie ci-joint un article paru dans le journal local du P.S.U. « Front Socialiste » sur un mouvement de grève à Berliet. Aucun d'entre nous n'a contacté de travailleur de chez Berliet après ce mouvement. Pourtant nous connaissons un membre du groupe P.S.U. de Berliet Montplaisir que nous avons rencontré en avril. Il nous avait expliqué qu'à la suite de l'absorption de Berliet par Citroën, une réorganisation des différentes usines avait lieu. Ainsi les conditions de travail dans les deux usines de l'agglomération lyonnaise (Berliet Vénisieux, bien plus importante que Berliet Montplaisir) s'unifient de plus en plus. Jusqu'à ces derniers temps l'usine de Berliet Montplaisir conservait une organisation avec des traits artisanaux car y étaient fabriqués des camions spéciaux en très petite série. C'est dans le cadre de la transformation des conditions de travail et de l'allongement des séries qu'il faut comprendre cette grève ; une bien moins grande initiative est désormais laissée aux ouvriers.

Depuis le début de l'année il s'est produit plusieurs arrêts spontanés du travail dans la grande usine de Vénisieux qui ont affectés certains ateliers sur le problème des bonus, mais ils étaient très limités et sans suite et je ne sais pas si ce qui s'est passé à Berliet Montplaisir a un autre caractère. »

« A Berliet Montplaisir, un quart environ des travailleurs sont payés « au bonus ». Le « Bonus » c'est un travailleur qui est payé selon son rendement. Plus il accélère sa cadence de travail, plus il gagne (jusqu'à un certain plafond). Si sa production n'est pas suffisante, son salaire est diminué en conséquence.

En mai, quand nous occupions d'usine, la direction avait promis de garantir le salaire de l'OS2 bonus à 1020 Francs par mois, à condition qu'il réalise pleinement son rendement. Ce n'était qu'une promesse, car dès novembre, elle étudiait un nouveau mode de calcul visant à améliorer la productivité.

La direction, par manipulation des critères de rendement, oblige le travailleur qui veut conserver son salaire

à produire beaucoup plus (de l'ordre de 22 %) donc cadences accrues, augmentation considérable de la fatigue et des risques d'accident.

Ces menaces se sont concrétisées au mois de mai 69. La direction, suivant une tactique bien connue a choisi d'appliquer son système, secteur après secteur, afin d'éviter une riposte de masse. Ce sont donc d'abord 16 camarades de l'atelier montage-moteurs qui ont été touchés.

Quelle a été l'attitude des syndicats ?

La C.G.T., majoritaire à Berliet, et la C.F.D.T. faisaient passer une circulaire pour inviter les 16 camarades touchés, de cesser seuls le travail de 14 h. à 17 h. 30, le mardi 10 juin (lendemain de la paye).

Mais dès 13 h. 15 (début du travail), de leur propre initiative, les 16 camarades se réunissaient et partaient en délégation - à 14 h. tous les travailleurs de l'atelier spontanément débrayaient pour soutenir l'action de leurs camarades.

Ainsi la base marquait sa combativité malgré la « trêve électorale » respectée par les syndicats et elle avait bien raison car la seule façon de mettre un frein aux menaces qui pèsent sur tous, c'est de s'unir à la base dans l'action.

Les syndicats sont donc contestés et ils le seront de plus en plus s'ils prétendent contrôler étroitement tous les mouvements et s'ils ne se montrent pas assez combatsifs.

D'ailleurs, les événements l'ont bien montré : le chef du personnel s'étonnant de voir les gens en grève dans l'atelier même demanda aux délégués de leur dire de sortir dans la rue ; la seule réponse à faire aurait été : « Allez le leur dire vous même » ou bien « nous pouvons nous réunir dans cette usine qui nous appartient ». (C'est ce que font les travailleurs italiens par exemple chez Fiat et le patron n'y peut rien). Mais les délégués syndicaux se pliant aux ordres, faisaient sortir les travailleurs de l'usine, pour discuter de la poursuite de la lutte.

Cette discussion se prolongeait d'ailleurs pour les syndicalistes pendant la journée du 11 et l'on terminait la journée de travail sans qu'aucun ordre ne soit venu concrétiser le mécontentement grandissant.

Le jeudi 12, les syndicats, enfin d'accord, nous proposaient des pétitions et délégations. Ces formes d'action périmées ne correspondaient ni à la dureté patronale ni à la mobilisation à la base. Et c'est pourquoi quand, vendredi 13 juin, les syndicats demandaient à nouveau à nos 16 camarades de cesser le travail seuls, ce fut la grande majorité des bonus, aussi bien de l'usine B que de l'usine A, qui débraya, faisant fi des consignes et apportant une nouvelle fois un désaveu à l'attentisme syndical.

Le lundi 16, un vote est organisé au cours de deux débrayages de l'ensemble des bonus. Le fait que Pompidou soit président ne change rien à la détermination des travailleurs, qui, par une imposante majorité, se sont prononcés pour la poursuite d'une action vigoureuse. »

Mais quelle action ?...

Dans le Monde...

IRLANDE

Nous recevons d'un camarade en Irlande du Nord une lettre dont nous extrayons le passage ci-dessous.

« ... Il s'agit de la situation en Irlande qui loin de se calmer, comme le font croire les journaux, s'aggrave de jour en jour, et devient très tendue. Ainsi les barricades élevées par les catholiques pour défendre l'accès de leurs quartiers, à Belfast et à Derry en particulier, sont encore debout et sont même en train d'être renforcées. Les protestants, de leur côté, ont commencé à en construire aussi. Ils ont lancé vendredi dernier, des attaques avec armes à feu, etc... contre deux barricades catholiques à Belfast, ceci n'étant qu'un exemple parmi d'autres du genre d'incidents qui se multiplient actuellement.

En fait, on assiste à un début de situation de guerre civile : la police ne pénètre plus dans les quartiers catholiques. Des émetteurs illégaux fonctionnent : Radio Free Derry et Radio Free Belfast, toutes deux aux mains du People's Democracy (fraction révolutionnaire du Mouvement des Droits Civiques), ainsi que toujours à Belfast Radio Free Ulster, aux mains des disciples du pasteur Paisley. On assiste à une reconstitution de l'Ulster Volunteer Force, créée en 19612 pour maintenir l'Irlande à l'intérieur de la Grande-Bretagne, et qui dispose de ressources importantes pour l'armement en particulier, puisque les B. Specials, qui sont tous supporteurs de Paisley, disposent d'un armement qui n'est en fait contrôlé que par leurs propres officiers ; si bien que toutes les

histoires suivant lesquelles cet armement est maintenant passé sous le contrôle des forces britanniques (dont l'impartialité est d'ailleurs parfois très douteuse) n'est que propagande.

Par ailleurs, on pense que l'enquête officielle ouverte par le gouvernement britannique sur les récentes émeutes, et dont le résultat doit être publié dans quinze jours, devra condamner le gouvernement de l'Irlande du Nord, et les forces de police, tant la police régulière (R.U.C. : Royal Ulster Constabulary) que les B. Specials. Dans ces conditions, une réaction violente des extrémistes protestants des Orange Lodges, B. Specials et supporter de Paisley en général, encadrés par l'Ulster Volunteer Force, est à craindre dans un proche avenir. Chaque côté se prépare donc, et tous s'attendent à ce que l'orage éclate très prochainement.

Les camarades du People's Democracy, qui ont joué un rôle important dans les luttes du mois dernier, et ont en particulier évité le démantèlement des barricades comme le proposaient les politiciens catholiques établis (qui membres du Civil Rights Association ou non, ont formé à Derry, par exemple, un Citizen's Defence Committee, qui ne rend de comptes à personne, mais tente de coiffer le mouvement). Ces camarades donc, ont un besoin urgent d'argent. En Angleterre une Irish Civil Rights Solidarity Campaign a été formée à cet effet par les différents groupes d'extrême gauche, depuis l'Independent Labour Party en passant par le P.C. et toutes les nuances trotskistes et maoïstes jusqu'aux anars ... »

ITALIE

Les textes qui suivent ne sont pas un tableau général de la situation en Italie. Une partie est ce qu'on dit les camarades italiens à la rencontre internationale de juillet 69 ; l'autre partie contient des tracts et des lettres adressés par d'autres camarades italiens. Tous ces textes datent d'avant les vacances et, au moment où ils paraîtront, d'autres événements peuvent avoir surgi, chez Fiat ou ailleurs.

Exposé d'un camarade italien (Rome - étudiant)

LE MOUVEMENT ETUDIANT : Il a pris de la force dans les deux années écoulées. Il a pu cette année faire

des démonstrations importantes de sa force. Mais il reste très informel (peu de liaisons horizontales, pas de structures coordonnées) et il n'a pas eu un caractère de masse à l'échelle de l'Italie. Il est caractérisé par une grande quantité de groupes : les groupes traditionnels ont été détruits et d'autres groupes se sont formés, composés de personnes nouvelles dont l'esprit correspondait mieux aux tendances nouvelles de la lutte : auto-organisation et autonomie. Les étudiants ont commencé à appliquer ces principes dans les comités de base mais tout est resté fractionné ; la tendance à l'autonomie est restée au niveau des organismes de base.

LE MOUVEMENT OUVRIER : On trouve le même caractère fractionnel dans les luttes ouvrières : l'autono-

mie des luttes n'est apparue que dans des cercles limités. Une des expériences les plus intéressantes a été celle des comités de base à la Pirelli. Les ouvriers ont participé activement à leur formation ; corrélativement s'est exprimée la transformation de leur attitude et de leur mentalité.

Les ouvriers ont compris à travers la signification du travail aux pièces dans l'usine que l'aspect politique le plus important était celui du pouvoir dans l'entreprise. Les problèmes de salaires étaient devenus secondaires et ceux touchant les cadences passaient au premier plan ; de même les problèmes de l'existence ouvrière et ceux de la société de consommation jamais évoqués autrefois, l'ont été.

Faute de s'être étendu à d'autres entreprises, faute d'avoir établi des liens avec des organismes identiques, les comités de base ont perdu leur caractère initial : ils ne sont pas devenus des organes de contre-pouvoir et ont perdu rapidement toute influence réelle.

LE PROBLEME (que pose ce camarade) part de la constatation que la classe ouvrière en Italie est suffisamment formée mais qu'elle ne possède pas d'issues pour utiliser sa force. Il faudrait faire en sorte que cette autonomie puisse s'exprimer à un niveau plus large que l'entreprise, que ces aspects d'auto-organisation ne soient pas des moments intermédiaires, qu'ils puissent devenir le contre-pouvoir de la classe ouvrière. Le niveau de la seule information doit donc être dépassé : comment agir dans le sens ainsi posé de sorte que la théorie qui se dégage des luttes puisse devenir le programme d'action de la classe ouvrière elle-même.

D'un autre camarade italien (Gêne - étudiant)

CHEZ PIRELLI : Les ouvriers ont pris position contre le contrôle des cadences par les syndicats, la création d'un organe ouvrier permanent pour ce contrôle à l'intérieur de l'usine capitaliste ne constitue qu'une tendance réformiste d'où la méfiance des travailleurs. Les comités de base ont joué un rôle essentiel dans le déclenchement de la lutte. Mais là et ailleurs, ils ont été finalement récupérés par les syndicats. Les syndicats et le Parti Communiste italien sont plus habiles qu'en France : ils prônent une généralisation des comités de base et l'union entre les ouvriers autonomes et étudiants autonomes. Dans cette perspective, on aboutit à une gestion d'une unité de base de l'entreprise capitaliste par un comité à base syndicale.

CHEZ FIAT : Les choses se sont passées différemment. Les assemblées n'ont pas vu l'intervention d'éléments extérieurs. Elles ont eu lieu sur les chaînes déjà en lutte, balayant toutes les hiérarchies. Ce sont les assemblées qui se sont généralisées. Les syndicats ont cherché à tourner le mouvement en lançant la grève des loyers : les ouvriers en lutte ont compris la signification de la manœuvre. Ils se sont rendus devant l'usine FIAT et ont organisé la manifestation ; des bagarres ont éclaté ; des émissaires partis dans les quartiers ouvriers d'où sont venus d'autres manifestants.

LES FORMES DES LUTTES SONT DIVERSES : A côté des organismes autonomes de base dans l'usine, on en trouve d'autres hors de la production entre ouvriers sortis des syndicats et étudiants avec le même caractère anti-bureaucratique. Le caractère commun à Pirelli, Valdarno, Battipaglia, Gênes, Turin, c'est que la lutte sort de l'usine et envahit le terrain social : les groupes ouvriers-étudiants prennent alors leur dimension réelle. Les rapports entre les groupements autonomes extérieurs aux entreprises et les mouvements intérieurs à l'usine ne

sont pas seulement pour informer, mais pour « exhorter ». Ce n'est pas de l'ouvriérisme, mais une sorte de rapport dialectique entre les groupes et la lutte elle-même.

De telles formes de lutte - semblables à celles de la Pirelli - avaient déjà eu lieu en Italie, il y a quelques années (dans le textile), mais c'était resté limité. A la Pirelli, la direction a réagi en cherchant à se passer des syndicats et à se mettre d'accord avec les comités ouvriers. Elle a proposé une grande réforme des conditions de travail : réduction d'horaires, semaine de 5 jours, restructuration de la production. C'est la tentative la plus avancée de réformisme en Italie. Cela montre qu'il ne faut pas surestimer une lutte contre les cadences qui a pour but un aménagement à l'intérieur du système.

AU SUJET DES LUTTES A BATTIPAGLIA (région de Salernes au sud de Naples) : Les explications des camarades sont divergentes.

Pour le camarade de Gênes, les luttes se situent à un même niveau dans toute l'Italie, c'est-à-dire contre le capitalisme le plus moderne. Il est habituel, notamment dans le P.C.I. d'opposer le sud féodal au nord industrialisé, alors que les rapports capitalistes sont les mêmes. A Battipaglia, après le dernier jour de la lutte, toutes les tentatives des autorités de toute sorte de « ramener le calme » rencontrèrent la violence. A un meeting organisé par des syndicalistes, des députés du parti socialiste, du P.S.U.P. (analogue au P.S.U.) du P.C.I., la tribune fut prise d'assaut, brûlée, à peine les occupants avaient-ils commencé à parler : ils échappèrent de peu au lynchage. On trouve donc la même autonomie de lutte que dans le Nord, dirigée contre toutes les forces officielles, soutien du capitalisme.

Pour le camarade de Rome, s'il est vrai qu'on peut parler d'une contestation née autour du développement industriel moderne (industrie du tabac, conserverie) on ne peut négliger le fait qu'il s'agit d'une industrialisation récente dans une région agricole. Il ne pense pas qu'on puisse regarder de la même façon la lutte de Battipaglia et celles chez Pirelli ou Fiat. Les niveaux de conscience et les motifs sont tout à fait différents. A Battipaglia des éléments fascistes et réactionnaires participaient à la lutte. Ce n'était pas exactement une révolte contre l'état. Les manifestants luttèrent contre la police mais pas contre les carabinieri ; cela montre qu'ils n'avaient pas idée de la fonction sociale des carabinieri dans la société.

A partir de ces deux interventions se développe un débat sur la notion de « conscience de classe » et sur l'intervention d'un groupe dans la lutte de classe.

TURIN, 6 JUILLET ...

Comme vous l'avez su par les journaux et la radio, Turin a vécu, jeudi 3 juillet, une grève générale agitée.

Nous ne pensons pas vous envoyer une chronique de la « guérilla urbaine » que nous avons vécue. D'une part vous en avez lu l'essentiel, d'autre part, il est trop tard pour qu'une simple relation des faits soit intéressante. Nous vous envoyons donc seulement le dernier tract sorti cette semaine ; comme tous les autres, il a été distribué aux portes de la FIAT.

Dans quelques jours, vous recevrez une traduction d'un document destiné aux ouvriers de toute l'Italie (aux étudiants également, mais il est principalement fait à l'intention des ouvriers). Il est actuellement encore en discussion et devra sortir au cours de la semaine.

La situation à Turin aujourd'hui est la suivante :

Les ouvriers ont repris le travail (ils l'avaient d'ailleurs déjà repris une semaine avant la grève générale). En effet, l'avant-garde ouvrière a constaté qu'elle ne serait plus suivie dans une grève par la masse. Celle-ci n'est pas en train de rejoindre les syndicats, elle n'est simplement plus disposée à continuer actuellement la lutte par la grève. Il faut d'ailleurs tenir compte du fait que durant la semaine passée, 12 ouvriers ont été licenciés (certains ont été rengagés) et qu'à la suite de jeudi, 29 camarades sont en prison, dont 27 ouvriers. L'action dans l'usine se limite à freiner la production et exercer un sabotage individuel.

Tout le mouvement ouvrier-étudiant est dans une période organisationnelle, aussi bien dans l'usine qu'au niveau des assemblées avec les étudiants, assemblées qu'il faudra limiter à une par jour, et rendre plus efficaces.

La lutte n'est pas finie, elle a besoin d'être toujours et encore repensée et de trouver de nouvelles formes.

Tracts à l'intention des ouvriers des principales usines italiennes - 7 juillet 1969.

FIAT : La lutte continue

La journée du 3 juillet n'est pas un épisode ou une explosion de révolte incontrôlée. Elle est la conséquence de cinquante jours de lutte à la FIAT, lutte qui a rassemblé un nombre inespéré d'ouvriers, qui a bloqué complètement le cycle de la production et a été le point culminant de l'autonomie politique et organisationnelle prouvée jusqu'alors par les luttes ouvrières. Celles-ci ont, en effet, anéanti toute possibilité de contrôle syndical.

Totalement expulsé de la lutte ouvrière, les syndicats ont tenté de la faire dévier de l'usine vers l'extérieur, et d'en prendre le contrôle en proclamant une grève générale de 24 heures pour le blocage de la hausse des loyers. Encore une fois, cependant, l'initiative ouvrière a pris le dessus. Les grèves qui se transforment en vacances avec un comité ici ou là ne servent qu'aux bureaucrates. Dans les mains des ouvriers, la grève générale devient l'occasion de s'unir pour généraliser la lutte conduite à l'intérieur. La presse de tous bords s'est refusée à parler de ce qui se passait à la FIAT, ou en a parlé fausement. Le moment est venu de briser cette conjuration du silence, de sortir de l'isolement, de communiquer à tous, avec la force des faits, l'expérience de Mirafiori.

Des centaines d'ouvriers et d'étudiants ont décidé, en assemblée, de convoquer pour la journée de grève, un grand cortège qui, de Mirafiori, devait se rendre dans les quartiers populaires, unissant les ouvriers des diverses usines.

Dans l'après-midi de jeudi, des milliers d'ouvriers ont commencé à s'assembler devant Mirafiori. C'était là une démonstration de force, une manifestation ouvrière massive, sans et contre syndicats et partis.

C'était le résultat de la maturité acquise au cours de presque deux mois de lutte interne, et aussi la garantie que la lutte continue et se renforce.

Mais pour les patrons, ce fut trop. Avant même que le cortège ne se soit formé, une armée de bérets noirs (1) et de policiers s'élança, sans aucun préavis, sur la foule, piétinant, arrêtant, lançant des grenades lacrymogènes.

Les bagarres commencèrent. Le cortège se forma de nouveau plus loin et avança jusqu'à corso Traiano. La police alors, chargea encore une fois, furieusement. Mais, policiers, patrons, gouvernement, avaient fait de fausses prévisions. En peu de temps, non seulement les avant-gardes ouvrières et étudiantes purent soutenir le combat, mais encore toute la population prolétarienne du quartier. Des barricades s'élevèrent ; aux attaques de la police, on répondit par d'autres attaques. D'heure en heure, la bataille continuait et la police fut contrainte peu à peu, de se retirer. Le cortège n'avait plus de sens, c'est la lutte de masse qui comptait. Ce ne fut pas une lutte défensive : tandis que les affrontements se faisaient plus durs dans la zone de corso Traiano, la lutte s'étendait à d'autres zones de la ville, de la commune de Nichelino à Borgo san Pietro, à Moncaliera. De partout, les barricades, les pierres, le feu s'opposaient aux attaques de la police. Les journaux ont parlé d'extrémistes : ce sont des ouvriers de Turin, des enfants, des femmes, qui ont pris part à la lutte ; des dizaines de milliers « d'extrémistes » conscients que l'unique arme des exploités est la lutte et que vaincre est possible. Policiers et carabinieri, habitués à frapper durement, ont eu peur et se sont dispersés. Ils avaient reçu l'ordre de rosser des manifestants, et ils se sont trouvés devant la force impressionnante de la classe ouvrière.

Le 3 juillet a démontré, si cela était encore nécessaire, que Turin est le point le plus avancé d'un processus de lutte qui traverse toute l'Italie et qu'elle est une référence politique pour toute la classe ouvrière italienne. La maturité et la force des ouvriers se sont exprimées avant tout à travers la conquête du terrain de lutte à l'intérieur de la fabrique, construisant leur propre unité et leur autonomie propre. Par ce processus, le contrôle et la médiation du syndicat ont été balayés. Au delà des objectifs à court terme, la lutte a signifié :

- refus de l'organisation capitaliste du travail ;
- refus du salaire lié aux exigences productives du patron ;
- refus de l'exploitation à l'intérieur et à l'extérieur de l'usine.

Les grèves, les cortèges, les assemblées internes ont fait sauter les divisions entre les ouvriers et ont fait mûrir l'organisation autonome de la classe, indiquant les objectifs :

- avoir toujours l'initiative dans l'usine, contre le syndicat ;
- 100 Lires d'augmentation sur la paie de base, égale pour tous ;
- deuxième catégorie pour tous ;
- réductions réelles du temps de travail.

Déjà à ce moment, l'organisation ouvrière a eu la force de sortir de Mirafiori, soudant solidement ouvriers et étudiants, et s'étendant aux autres usines FIAT de Rivalta à Lingotto, à Spa di Stura, etc. C'est ce processus qui a permis à la lutte de s'étendre jeudi dans la ville, d'affronter, par l'offensive, l'appareil répressif de l'état bourgeois, et de déjouer les manœuvres réactionnaires du syndicat et du P.C.I., occupés à récolter des signatures qu'ils présenteront respectueusement à quelque préfet ou ministre. La lutte des usines s'est ainsi montrée capable de couvrir tout le terrain des affrontements. Une pancarte, issée sur une barricade, disait clairement la signification de la lutte :

« Ce que nous voulons : tout »

Aujourd'hui, en Italie, il a été mis en train un processus révolutionnaire qui va au-delà même de la grande signification du Mai français. Ce n'est pas un mouve-

(1) bataillon mobile de pise (note-traduction)

ment improvisé, mais une longue lutte qui unit fermement ouvriers, étudiants, travailleurs manuels et techniciens, une lutte qui bouleverse continuellement les projets capitalistes. Le gouvernement Rumor tombe ridiculement à un jour de distance de la lutte générale de Turin. La violence répressive, bien décidée à détruire les avant-gardes militantes, doit affronter la lutte de masse et la radicalisation. Le grand programme d'insertion du P.C.I. au gouvernement perd son sens avec la destruction progressive de l'influence du P.C.I. sur les mouvements de la classe ouvrière.

Déjà, aujourd'hui, la lutte de la FIAT de Turin a des répercussions à la FIAT de Modène, à la Piaggio de Pontedera, à la FIAT et à l'Alfa Romeo de Milan et dans bien d'autres usines. La lutte pour les contrats représente dans ce processus de généralisation, un danger formidable pour les capitalistes et leurs esclaves. Les ouvriers ont démontré par les faits que la lutte ne tolère pas d'être programmée par le calendrier des patrons et du syndicat. Les cages contractuelles ont déjà sauté, mais la présence, dans la lutte, de millions d'ouvriers a, dans cette situation, une signification qui va bien au-delà de la signature d'un morceau de papier. Les patrons vont essayer, afin de reprendre haleine, d'utiliser les luttes pour infliger une défaite politique à la classe ouvrière et pour redonner de la force aux syndicats.

A cause de cela, la bataille au sujet des contrats est une bataille entièrement politique. La victoire ouvrière existe dans la capacité d'arriver à un résultat en s'étant débarrassée des faux représentants et en ayant renforcé sa propre organisation. Encore une fois, la FIAT offre l'exemple le plus clair : Agnelli a déjà payé un prix bien plus élevé que ce qu'il aurait déboursé en acceptant les revendications ouvrières. D'autre part, Agnelli aujourd'hui sait, qu'aucune concession ne peut freiner la lutte ouvrière et qu'au contraire, toute concession se transforme en un relancement encore plus radical de la lutte.

La richesse politique de la lutte FIAT, sa force de masse permettront aujourd'hui à toute la classe ouvrière italienne de passer à une phase de lutte sociale générale sur les objectifs, formes et temps, non plus fixés à la base par les exigences du développement capitaliste, du syndicat et du parti, mais entièrement déterminés par l'organisation autonome des ouvriers.

Les ouvriers FIAT n'ont pas attendu le mois de septembre (réajustement des contrats) pour demander au patron, comme le voulait le syndicat, des concessions salariales et normatives dérisoires. La lutte des ouvriers FIAT a en fait relancé, au niveau de masse, les objectifs déjà exprimés au cours de 68-69 à travers les luttes des plus grandes concentrations ouvrières italiennes, de Milan à Porto Marghera, d'Ivrea à Valdagno. Ces objectifs sont :

- forte augmentation égale pour tous sur la paie de base
- abolition des catégories ;
- réduction réelle des horaires de travail sans modification de salaire ;
- avantages sociaux égaux pour ouvriers et employés.

Sur la base de cette expérience, les ouvriers turinois, réunis en assemblée après les affrontements du 3 juillet, proposent à tous les ouvriers italiens d'ouvrir une nouvelle phase, plus radicale de la lutte des classes.

Cette lutte fera avancer, sur les objectifs fixés par ces mêmes ouvriers, l'unification politique de toutes les expériences autonomes de lutte réalisées jusqu'ici.

Dans ce but, il sera organisé à Turin un rendez-vous national des avant-gardes et des comités ouvriers :

1) pour confronter et unifier les diverses expériences de lutte sur la base de la signification de la lutte chez FIAT ;

2) pour mettre au point les objectifs de la nouvelle phase d'affrontement de classes qui, partant des conditions matérielles des ouvriers, devra attaquer toute l'organisation sociale capitaliste.

De la FIAT à Turin, de Turin à toute l'Italie, pour organiser dans le vif de la lutte la marche vers la prise du pouvoir.

L'assemblée ouvrière de Turin.

Lutte continue - FIAT

Opuscule du 22 juillet 1969, Turin

Cet opuscule va être distribué à tous les ouvriers. Il a été écrit et polycopié pour que les ouvriers l'emportent avec eux lorsqu'ils retourneront dans le sud, pour y passer leurs vacances.

Cet opuscule est une sorte de clarification de la situation actuelle à Turin, et une préparation aux luttes qui auront lieu en automne, pour le renouvellement des contrats. Les ouvriers feront alors valoir leurs propres revendications (et non celles des syndicats ou du patronat) par une lutte autonome. Tout l'important est en effet, dans cette recherche d'une ligne autonome et radicale, ainsi que dans l'organisation et les possibilités de généralisation des revendications au niveau national.

Plutôt que de vous envoyer une traduction intégrale du texte (qui, pour l'étranger, n'a pas beaucoup d'intérêt, l'opuscule étant davantage un instrument de propagande que d'analyse), nous vous donnons les passages principaux du chapitre sur les objectifs ouvriers et syndicaux (p. 5 à 14). En effet, ce chapitre permet de mieux comprendre pourquoi et pour qui les ouvriers vont lutter cet automne. Ce chapitre est, en quelque sorte, une introduction à l'information que nous pourrions vous donner depuis septembre.

Les objectifs des syndicats et les objectifs des ouvriers

— p. 5 — La première chose à faire est de décider, nous ouvriers, quels sont les objectifs de la lutte, sans laisser les syndicats décider pour nous.

Nous avons bien eu, au cours de la dernière lutte, une nouvelle preuve du fait que les syndicats, non seulement ne servent pas nos propres intérêts, mais s'opposent à la lutte ou servent à la détourner vers des objectifs inoffensifs ou utiles au patron.

— p. 6 — Ceci est évident, si l'on considère la plateforme de revendications que les syndicats, unis entre eux, ont préparée pour les contrats. La première chose à observer est que, comme d'habitude, les syndicats ont décidé des revendications pour leur propre compte et qu'aujourd'hui, ils feignent de nous consulter en distribuant des questionnaires auxquels nous ne pouvons répondre que par oui ou non, à des alternatives qu'ils ont déjà résolues. Ainsi, ils pourront dire avoir fait selon notre volonté, comme s'il y avait besoin d'un référendum écrit pour la connaître, alors que nous l'avons déjà clairement exprimée, non avec un stylo-bille, mais tous ensemble par l'arrêt du travail, les assemblées, les cortèges, la lutte.

Ces messieurs qui se disent nos représentants, parlent d'augmentations salariales et ne disent pas de combien elles doivent être.

— p. 7 — ... ils parlent des augmentations et se refusent à les exiger égales pour tous ; ainsi, ils continuent sur la voie de la division des ouvriers entre eux, au lieu de les unir.

... ils parlent de réglementation des heures supplémentaires, plutôt que de leur abolition, ils parlent des 40 heures, mais acceptent de les obtenir 3, 4 ans ou plus encore, après la signature du contrat.

... ils parlent d'ajustement normatif avec les employés, et non de parité (niveau de salaire et des avantages sociaux) (*) : l'ajustement qu'ils demandent concerne seulement quelques problèmes, et non les plus importants.

... ils parlent de lutte et entendent par là deux ou trois journées de grève purement démonstrative. Pour cette raison aujourd'hui, nous pouvons et devons décider pour notre compte quels sont les objectifs que nous espérons atteindre, avec la lutte de cet automne.

— p. 8 — AUGMENTATIONS SALARIALES

Avant tout, nous devons décider combien nous voulons demander... ceci parce que nous n'avons pas l'intention de demander des augmentations déjà en partie reprises par le renchérissement fou de la vie. De plus, les augmentations doivent être égales pour tous. C'est ce que les ouvriers ont demandé de plus important au cours des récentes luttes.

Nous sommes tous exploités de la même façon, avec des augmentations différenciées, le patron nous divise.

De plus, toutes les rubriques variables qui constituent le salaire doivent être reconverties en une seule rubrique, c'est-à-dire le salaire de base.

— p. 9 — La division du salaire en plusieurs rubriques est une arme formidable entre les mains du patron.

D'autre part, puisque pour le patron, le fait que nous crevions ou nous détruisions la santé, lui est égal, rien n'est entrepris contre la nocivité de certains travaux, et, en échange de notre peau, il nous donne quelques lires de plus.

Ici aussi, la riposte doit être unique : non à la nocivité, et donc réduction de l'horaire. Un seul salaire : le salaire de base.

— p. 10 — HORAIRE DE TRAVAIL

Nous voulons les 40 heures. Nous les voulons sans perdre une seule lire et nous les voulons tout de suite.

— p. 11 — La réduction d'horaire est une réponse juste à l'intensification continue du rythme de travail, telle que nous la subissons chez FIAT ; c'est aussi une réponse au chômage.

Les capitalistes les plus avancés seraient disposés à accepter les 40 heures, mais seulement en échange d'une restructuration de la semaine de travail (par rotation, nuit et dimanche, utilisation maximum des machines)...

Mais la nuit est faite pour dormir.

Nous savons aussi que la réduction d'horaire, pour être efficace, doit être liée au problème des heures supplémentaires : trop d'ouvriers font plus des 43 ou 44 heures dont on parle dans les contrats.

— p. 12 — Si aujourd'hui, les patrons réussissent à nous imposer des heures supplémentaires, c'est parce que es

(*) Parenthèse de la traduction.

salaires sont trop bas et ne suffisent pas. Il faut saisir que toutes les requêtes sont liées : fortes augmentations de salaire, 40 heures, abolition des heures supplémentaires.

— p. 13 — CATEGORIES

Par rapport à la production dans l'usine, les catégories n'ont pas de sens (tout le monde sait tout faire) ; elles ont l'unique sens de nous diviser...

Nous devons tendre à l'abolition des catégories et exiger l'élimination immédiate des catégories les plus basses.

PARITE NORMATIVE AVEC LES EMPLOYES

Employés et ouvriers sont les esclaves du même patron. Aux premiers, cependant, le patron réserve un « traitement de faveur » sur quelques points pour continuer de leur faire croire qu'ils représentent quelque chose de différent des ouvriers, et pour les faire se comporter en conséquence.

Déjà dans beaucoup d'usines, les employés ne tombent plus dans le panneau et luttent avec les ouvriers. Mais, toutes les différences créées par les patrons doivent disparaître, les différences normatives et les différences de salaires.

TRENTE 4 août

... « J'ai continuellement reporté l'envoi de brefs commentaires sur les derniers développements de la lutte de la FIAT (de Turin). J'essaie d'y remédier dans cette lettre avec des notes qui n'ont d'autre prétention que de commencer une analyse (qui reste à faire) sur cette lutte, à mon avis par ses formes, ses moyens, ses revendications, son radicalisme, par le niveau de conscience des ouvriers, c'est la lutte la plus avancée en Europe et qui n'est pas du tout de type revendicatif comme dans les pays anglo-saxons.

Au moment où une lutte devient « visible » tous les récupérateurs professionnels interviennent pour « expliquer » aux ouvriers la « signification » (la « valeur », le « sens », etc...) de leur lutte et commencent ainsi la compétition entre plusieurs « points de vue ouvriers » différents.

Parmi ces « récupérateur de la classe » il en est qui saisissent l'occasion pour lancer l'idée - pas nouvelle - de la « formation » nécessaire d'un parti révolutionnaire en vue de la « gestion » (c'est-à-dire de la récupération) des luttes de l'automne lors du renouvellement des conventions.

Les 26 et 27 juillet a été organisée, à Turin, la *Première Rencontre Nationale des Comités et Avant-Gardes Ouvrières* : ce fut la parade de tous les groupuscules dits « révolutionnaires » avec ce mot d'ordre : unifions les avant-gardes dans l'organisation.

Ce fut un échec pour les promoteurs (les ouvriers y parlèrent peu, à l'exception de quelque « ouvrier matéphysique » à la Mothé) ; mais néanmoins cela sera traduit comme une « grande victoire » de leurs conceptions.

Unique intervention sérieuse : celle d'un ouvrier de l'aide radicale du Comité Unitaire de Base (C.U.B.) de Pirelli, le même qui a été et est actuellement parmi les plus actifs dans les luttes menées dans cette usine. Ce fut le seul dont le discours présenta une certaine cohérence révolutionnaire.

Quant au C.U.B.-Pirelli, une scission s'y est produite ces derniers mois. D'après certains, il existerait au-

jourd'hui deux C.U.B. La réalité la voici : les trotskystes (du groupuscule Avanguardia Operain - Avant-garde ouvrière) après la publication par un groupe de camarades du C.U.B. d'une brochure chronologique et analytique (Lotta alla Pirelli - Lutte à la Pirelli) ont fait expulser ces camarades du comité. Sur l'accusation « vous êtes des spontanéistes », des « anarcho-sindicalistes », etc... Après les luttes, le Comité risque de devenir un organisme bureaucratique, une sorte de nouveau syndicat (c'est-à-dire le « syndicat rouge » avec deux visages : l'un syndical et revendicatif et l'autre politique - pour généralisation des luttes).

Ceci se vérifiait car au même moment :

- chaque groupe « politique » revendiquait la direction du comité ;
- les camarades ouvriers du C.U.B. ne déclenchèrent pas à ce moment de débat à l'intérieur du Comité, sur l'expérience qu'ils vivaient, en vue de surmonter l'impasse.

Les trotskystes (comme les autres groupuscules) exclus et rejetés en marge du mouvement réel pendant les luttes, en sortirent finalement avec la vieille rengaine : il est nécessaire maintenant d'entreprendre dans le comité « un travail de formation et de préparation politique de cadres ouvriers ». Les ouvriers « exclus » (ceux-là même qui avaient établi en juillet 68 le premier document du C.U.B. - Riprendiamo la lotta - Reprenons la lutte - et posé les bases mêmes du Comité) se sont limités à diffuser un nouveau document, analyse de l'expérience précédente et discussions avec les ouvriers d'autres usines d'Italie au cours de nombreuses rencontres.

Fait intéressant à signaler : l'expérience Pirelli a été « communiquée » aux ouvriers d'autres usines (de Rome, Porto Marghera, Pise, Trente, Turin, Milan, etc...) par les ouvriers du C.U.B. eux-mêmes avec l'aide des étudiants du M.S. (mouvement d'étudiants) de ces villes (La Lotta continua - La lutte continue est le titre de ce dernier document).

Aujourd'hui, tous les groupuscules ont fait leurs le slogan des Comités de base et l'ont rempli de leur idéologie. Ils prennent la forme pour le contenu en oubliant que la forme est vide de sens si elle n'est pas la forme propre du contenu. Le niveau de la lutte atteint ces jours-ci par le prolétariat italien a exprimé un contenu qui se traduit sur le plan organisationnel dans le Comité de Base. Par la lutte que les ouvriers de la FIAT de Turin mènent maintenant et qui tend surtout à se traduire dans la vie quotidienne réelle (nous en sommes à peine au début) le prolétariat italien saura prendre toutes les initiatives nécessaires pour organiser lui-même les révoltes et les luttes « partielles » et que la « totalité » du pouvoir capitaliste peut engendrer.

Les ouvriers Fiat de Turin après avoir refusé pratiquement de se laisser châtrer par les récupérateurs professionnels (bureaucrates syndicaux et prédicateurs de gauche) ont dans le même temps, pratiquement refusé de se laisser réprimer par l'autorité (en acceptant le combat). Le 3 juillet, dans la première heure de l'après-midi, la manifestation lancée par les syndicats ayant comme objectif :

- 1) exprimer la protestation contre l'augmentation continue du coût de la vie, et en particulier contre la scandaleuse augmentation des loyers au cours des derniers mois.
- 2) obliger le gouvernement et le parlement de voter une loi pour le blocage des loyers et interdisant les expulsions.

- 3) obtenir des pouvoirs publics des mesures extraordinaires dans le secteur de la construction des logements (Rinascita 18-7-69 - hebdomadaire du P.C.I.).

Cette manifestation se transforme, par la volonté des ouvriers de Fiat, en une lutte très violente pour tout le prolétariat de Turin. Des milliers d'agents de police sont engagés pour briser cette révolte. D'après des données officielles, les dommages se comptent par centaines de milliards, 40 blessés parmi la police, 165 personnes interpellées, 29 arrêtées, une centaine de voitures brûlées, dont 40 de la police. L'Unita (quotidien du P.C.I.) se limite à une petite chronique en minimisant l'évènement. Le 5 juillet, ce journal sort un article en 3ème page (Turin, 3 juillet) dans lequel l'ex-directeur du journal, après avoir parlé de l'avant-garde ouvrière de Turin, déclare que « à partir du 3 juillet, Agnelli (le patron de Fiat à Turin) ne commande plus comme avant », et termine l'article en observant que « tout le reste, voulu ou provoqué... ne sert à rien. Ou bien il sert seulement aux patrons, aux fauteurs de désordre ». Au contraire, le Corriere della Sera (journal lié au grand capital) relevait le 4 juillet : « mais la grève avait sa dynamique irrésistible car même si les syndicats ne la voulaient pas, ils auraient dû la subir ». Et le 10 juillet, à propos des syndicats, il parle de « perte de prestige, manque d'autorité », et à propos de la grève : « aucune grève dans la forme traditionnelle mais seulement une lutte avec des méthodes anarchiques ». « Ceci est l'histoire d'un printemps terminé et nous sommes à la veille d'un automne syndical qui s'annonce dramatique ».

Désormais, le P.C.I. est en règle. Il a montré amplement et clairement qu'il s'alignait sur les plus révolutionnaires.

Le prolétariat de Turin (comme c'était déjà arrivé à Battipaglia) a su gérer tout seul sa propre révolte comme tout seul il a su auto-gérer la lutte à l'intérieur de l'usine.

Tout seul, il a exprimé au cours de sa lutte des « contenus » qui sont eux mêmes des moments de critique radicale de cette société. En attaquant les fondements même de la société marchande : le travail, les ouvriers de Fiat ont opéré une démystification pratique de la société qu'ils combattent. Leur programme minimum était contenu dans une affiche portée par un ouvrier lors de la manifestation du 3 juillet : « ce que nous voulons : TOUT ».

Les ouvriers de Fiat, lors de la tentative de réinventer - de la part des gauchistes du P.S.I.U.P. du département 69 - le modèle de shop-steward en Italie (à travers l'institutionnalisation du délégué d'atelier) ont répondu dans une assemblée : « Nous sommes tous des délégués d'atelier ».

Les trois objectifs les plus significatifs exprimés par les ouvriers dans cette lutte, sont, à mon avis :

- lutte contre le travail pour son abolition (négarion du travail aliéné et refus de leur réduction - en tant qu'ouvriers - à une marchandise). Un ouvrier (dans un questionnaire distribué par les étudiants du M.S. de Turin pour une enquête) a répondu à la question : « Quelles sont tes revendications ? » : « l'usine gérée par les ouvriers... l'abolition de l'exploitation... j'en ai rêvé cette nuit ». Passer du rêve à sa réalisation, faire que le rêve devienne réalité.
- toutes les demandes au niveau des salaires tendent à l'égalitarisme (augmentation égale pour tous et calculée sur le salaire de base ; salaire détaché de la production).
- la lutte contre les qualifications (contre la hiérarchie

d'usine) a pour objectif l'abolition des qualifications elles mêmes à travers l'abolition de la deuxième et de la troisième catégorie.

Tout cela n'est pas resté dans le ciel mais se réalise par la pratique quotidienne sur la terre par le mouvement réel lui même. Seulement, la complète connaissance de ces objectifs ne conduit pas les ouvriers à rechercher « l'organisation » dans les formes « institutionnelles ». Les dimensions de l'usine et la forte mobilité des travailleurs dans les ateliers rend impossible la création d'organisme du type des comités de base. Ces caractéristiques et surtout le niveau de la lutte elle même ont fait que les ouvriers découvrirent et employèrent; en tant que moyen de communication et d'information (ce qui se traduisait immédiatement en organisation et en

généralisation de la lutte), les contacts entre les « minorités agissantes » dans les ateliers, équipes, ou entre les ouvriers dans les rencontres quotidiennes après le travail, ou bien lors des arrêts eux mêmes ou lors des cortèges surprises qui, en traversant les ateliers provoquaient les débats entre les ouvriers.

DANS LES CAHIERS DE MAI n° 13 - juillet 69
Fournié, 80, quai de la Rapée - Paris 12ème
numéro entièrement consacré aux luttes de la Fiat Turin

INTERNAZIONALE SITUAZIONISTA - n° 1 - Luglio 1969 - CP 1532 Milano — (en italien) traductions de nombreux textes déjà parus en français, mais aussi d'autres qui, on l'espère verront le jour en français, dont un long consacré à l'Italie.

U. S. A.

D'UN CAMARADE AMERICAIN

L'exposé du camarade américain membre du M.D.S. (voï r.I.C.O. n° 82) donne, à mon avis, une image quelque peu éronnée des Etats-Unis. Pour commencer le problème de la drogue ne se pose qu'au sein d'une faible minorité de la petite bourgeoisie. Pour la majorité des jeunes, les problèmes sérieux qui se posent sont ceux qui se sont toujours posés au sein de la société capitaliste, c'est-à-dire les problèmes de la vie ouvrière. Il en va tout autrement, cependant, de la conscription, qui maintenant est devenue partie intégrante de la vie ouvrière américaine. Parce que la guerre se prolonge et qu'on ne voit guère une victoire américaine se profiler à l'horizon, l'opposition à la guerre se développe et récemment est apparu un mouvement contre la guerre au sein même de l'armée ; c'est là un phénomène des plus importants. Une sorte de syndicat de conscrits, initialement créé par un noyau de trotskistes, regroupe maintenant environ 5.000 membres qui revendiquent le droit de refuser les ordres et exigent l'élection des officiers par les soldats. Plus important encore est, peut-être, le développement d'un sentiment général de révolte parmi les soldats, qui est apparu au grand jour lors de quelques manifestations contre la guerre et de quelques émeutes dans des camps militaires. Ce sentiment s'exprime également par la floraison de comités de base « anti-guerre » au sein même de l'armée, comités de base qui se regroupent généralement autour d'un bulletin clandestin.

Je ne pense pas que le développement du mouvement contre la guerre soit lié à l'application de la conscription aux fils de bourgeois. Tout d'abord, même encore maintenant, il n'y a que peu de fils de bourgeois qui ne peuvent éviter l'incorporation. Ensuite, ici comme dans le reste de la population, l'opposition à l'incorporation se fait plutôt sous une forme individualiste que sous une forme socio-politique. En fait l'opposition politique, organisée, contre la guerre, s'est développée par un autre canal, en suivant les grandes lignes du mouvement pour les droits civiques. Cette opposition a pris la forme d'un rejet, par une minorité d'étudiants des universités, d'une société que leurs privilèges mêmes leur permettent d'observer. Ce rejet repose sur une base purement émotive et intellectuelle. (Il est frappant de voir qu'il s'agit le plus souvent d'étudiants des couches sociales les plus favorisées, et non d'étudiants d'origine ouvrière se trouvant dans les écoles les moins prisées).

Cette perspective moralisatrice (lutte pour les droits civiques, contre la guerre au Viet-Nam) a cependant ou-

vert la voie qui mène les étudiants à comprendre que la société capitaliste les opprime directement comme la majorité de la population. Mais l'absence complète d'un mouvement prolétarien a renforcé la tendance perpétuelle des intellectuels petits-bourgeois à se considérer comme des êtres presque à part dans la société. D'où le triomphe dans les groupes gauchistes américains, qu'ils soient de la « nouvelle gauche », maoïstes ou trotskistes, du concept « d'organisateur » professionnel ou quasi-professionnel : la tâche de l'activité de gauche doit être d'organiser le « peuple » dans des « organisations de masse ». Par exemple, même lorsqu'il était de mode dans le S.D.S. de parler de « syndicalisme étudiant », il ne s'agissait en fait que d'une méthode pour entraîner les étudiants dans l'activité politique c'est-à-dire dans une série d'expériences - comme des conflits avec la police - qui les amènent à devenir eux-mêmes des activistes.

Maintenant le S.D.S. a évolué et s'est transformé d'une fédération lâche de comités de base autonomes, vers une organisation centralisée, rigide dans son idéologie, qui tend de plus en plus vers une idéologie stalinienne. Depuis l'année dernière la discussion sérieuse au sein du mouvement est devenue presque impossible. Ceci provient de ce que le S.D.S. s'est transformé en champ clos où s'affrontent la tendance maoïste (dirigée par le Progressiste Labour Party, parti communiste pro-chinois) et les « vieux » organisateurs de l'ancienne fédération, dans leur tentative, des uns comme des autres, de transformer le mouvement en une sorte de parti « marxiste-léniniste ». Ce conflit s'est terminé récemment par une scission du S.D.S. Quoi qu'il en soit, le S.D.S. a, en maintes occasions, joué le rôle de frein dans le développement d'un mouvement anti-bourgeois parmi les étudiants, grâce à son mélange d'extrême confusion dans les idées et à son refus d'agir comme une association d'étudiants parmi d'autres.

En ce qui concerne le mouvement noir, je ne peux trouver aucun sens à l'expression « socialisme noir » employée par le camarade américain. En effet l'existence même d'un tel concept parmi les noirs « gauchistes » témoigne ici encore de l'inexistence d'un mouvement prolétarien, en l'absence duquel on ne peut chercher que des « solutions noires » au « problème noir », c'est-à-dire rester au sein de la société bourgeoise. L'organisation D.R.U.M. qui regroupe des ouvriers noirs de Détroit, mêle des slogans révolutionnaires à une pratique de formation d'un syndicat noir (s'opposant au syndicat officiel dominé par les blancs), luttant même pour

obtenir des contremaîtres noirs. Mais par ailleurs, l'esprit de révolte contre le racisme qui s'est développé dans la population noire, s'est exprimé en quelques endroits par des grèves sauvages, démarrées par des noirs mais auxquelles se sont joints parfois quelques blancs. Dans ces quelques cas, l'importance du « mouvement noir » ne se trouve pas dans les organisations noires (dont la plus connue est le Black Panther Party) mais dans l'impulsion qu'il a pu fournir aux actions traditionnelles de la classe ouvrière.

D'UNE CAMARADE AMERICAINE

Je viens de recevoir le numéro de juin et j'ai lu l'article sur le S.D.S. et le M.D.S. Je dois vous dire que, selon moi, ce reportage n'est pas exact. Par exemple, le journal du S.D.S. qui s'appelle New Left Notes n'est pas du tout ouvert à tous ; au contraire, il est fermé, il permet la publication des seules idées conformes à la ligne de la bureaucratie nationale. Certains groupes du S.D.S. sont contrôlés par cette bureaucratie - le National Office. Dans de tels groupes, il y a des pratiques anti démocratiques très graves et des divisions sont provoquées (comme par exemple à l'Université de Michigan) par le fait que les gens du N.O. ne permettaient pas aux autres de s'exprimer. Parmi le N.O., sont affirmées des tendances stalinienne assez marquées ; on y entend des choses dans le genre : « vraiment, il ne faut pas dénoncer Staline, car, on en sait très peu ». Dans certains campus, le S.D.S. a réussi à détruire toute la confiance que l'on pouvait avoir en lui en raison de son incapacité à participer à certaines luttes étudiantes.

À l'intérieur du S.D.S., il y a deux grandes divisions, deux S.D.S. ; cela s'est produit au congrès de Chicago, qui fut décrit comme un spectacle horriblement déprimant. Les membres du Progressive Labor Party (P.L.P.) est un parti maoïste, « centraliste-démocratique » ont pris récemment position contre l'action indépendante des noirs parce que cela divise la classe ouvrière et sont contre la N.L.F. et les luttes nationalistes parce que le nationalisme fait la même chose. Le P.L.P. a fait des efforts importants pour s'organiser au sein du S.D.S. et ils ont réussi à mobiliser beaucoup de jeunes contre le N.O. avant tout S.D.S. c'est-à-dire sans ligne politique bien définie et sans idéologie. Le P.L.P. a une ligne très dure, très « révolutionnaire » et un programme bien défini ; en comparaison avec le comportement récent des gens du N.O., leur manque total de démocratie, leur mépris de la base de l'organisation, le P.L.P. peut apparaître plus démocratique, ce qui n'est pas vrai. Le N.O. voyant le succès du P.L.P. s'est retiré, se déclarant le « vrai S.D.S. ». Dans le Guardian (mentionné dans l'article de l'I.C.O.) qui est très lié avec le N.O., le rapport du congrès est très inexact. Un article a parlé de la division en disant que le N.O. S.D.S., en rejetant le P.L.P. avait choisi l'antiracisme, soulignant que le P.L.P. serait une organisation raciste, ce qui est ridicule. Ils ont tort au sujet de la situation noire aux U.S.A., mais ils ne sont pas racistes.

Au sein du N.O. S.D.S., il y a deux tendances autour de deux des secrétaires nationaux. Autour de Mike Klimsky est le R.Y.M. (Revolutionary Youth Movement) qui se donne pour tâche d'organiser les jeunes, les lycéens, les étudiants d'université d'origine ouvrière. Ils vont aussi dans les usines pour organiser les jeunes ouvriers, mais avec les ouvriers, ils veulent former « l'armée rouge ». Ils sont allés sur les piquets de grève ; la ligne qu'ils prêchent aux ouvriers blancs est qu'ils devraient accepter les revendications des noirs et renoncer aux privilèges de la peau blanche. Ligne ridicule. Au lieu d'élargir les demandes des noirs pour que les blancs comprennent qu'il y a une solution pour eux et les noirs, ils disent aux blancs qu'ils devraient laisser leur travail aux noirs par générosité. La question n'est pas du tout là et le

problème aux Etats-Unis avec le racisme est qu'on se trouve souvent dans des situations où les revendications des noirs menacent réellement les blancs. Donc le socialiste qui travaille dans l'usine se trouve coincé. La seule solution est d'élargir les revendications, pas simplement demander un meilleur travail pour les noirs, mais pour tout. De même dans les universités, il ne faut seulement demander d'inscription ouverte pour les noirs, mais pour tout le monde.

Le R.Y.M. demande aussi un soutien non critique du N.L.F., Cuba et la Chine. L'autre tendance dans le N.O. s'appelle le Weather man Caucus et leur ligne est que la lutte n'est pas avec la classe ouvrière mais avec les luttes anti-impérialistes (porto ricains, noirs, Vietnam, etc...). Donc, il ne faut pas se soucier de la classe ouvrière. Dans tous les groupes du S.D.S., on trouve ces trois divisions.

Un groupe qui devient actif dans le milieu étudiant est le New University Conference. C'est un groupe formé de profs et étudiants de niveau élevé ; c'est assez nouveau, mais commence à se développer. C'est formé de beaucoup de tendances, mais commence à se clarifier.

Un autre mouvement assez important aux U.S.A. est celui de la libération féminine où on discute des problèmes de la femme. Avec des tendances variées : celle de haïr les hommes et de leur faire le plus de mal possible, de ne pas porter de soutiens gorges, bref pas très politique. Il y en a qui sont plus politiques et qui discutent beaucoup, mais agissent peu. Il y en a de plus politisés qui veulent organiser les femmes ouvrières dans les usines.

Le journal Wildcat (voir ci-après) est très intéressant ; c'est un journal socialiste mais pour les ouvriers. Celui qui le rédige est le rédacteur d'un journal clandestin pour soldats ; il est diffusé à 30.000. Le projet est d'essayer d'organiser un mouvement révolutionnaire d'ouvriers autour de ce journal ; jusqu'ici, la réaction a été excellente.

PUBLICATIONS AMERICAINES

INDUSTRIAL WORKER : organe mensuel des I.W.W., 2422 North Halsted, Chicago - Ill. 60 614.

SPARTACIST : Box 1377 - G.P.O. - New-York - N.Y. 10 001 - organe d'une organisation trotskyste liée à « Lutte ouvrière » de France - De cette Spartacist League nous avons reçu également quelques tracts et la copie d'une lettre à Lutte Ouvrière concernant une grève d'enseignants de New-York.

VIETNAM G.I. : Post office Box 9273, Chicago - Ill. 60 690 en principe mensuel - nous n'avons reçu que les numéros de janvier et juin, beaucoup de lettres de soldats américains.

A NEW ERA OF LABOUR REVOLT. : Bulletin publié par the Independant Socialist Clubs, 874 Broadway Room 1005, New-York, N.Y. 10 003.

NEWS AND LETTERS : n°s d'avril, mai et juin-juillet ; 415 Brainard St, Detroit Mich. 48 201.

SPEAK OUT : mensuel publié par le Facing Reality Committee, 14 131 Woodward Avenue, Détroit Mich. 48 203. devenu imprimé Speak Out a repris son rythme mensuel.

Comme News and Letters, Speak Out donne de précieuses informations sur les grèves de l'industrie automobile de Detroit (Ford - Chrysler). Les ouvriers noirs se heurtent au syndicat et mènent des grèves sauvages. Si nous le pouvons, nous donnerons dans I.C.O. une information substantielle de ces luttes.

WILDCAT : n° 1 - publié par Wildcat Press - Post Office Box 9117, Chicago Illinois 60 690.

Un nouveau journal qui se propose de donner des informations sur les luttes des travailleurs.

action et répression

A la rencontre nationale, il est apparu que certains camarades ou groupes - principalement étudiants - avaient une préoccupation : comment continuer l'action. Mais, en même temps et à la mesure des expériences successives dans ce domaine, apparaissait une évolution et une réflexion. Les différents textes que nous citons montrent les tentatives de rester en contact avec une réalité sociale et les limites de ces tentatives. Pour être complet, il faudrait pouvoir citer les orientations successives prises par ces noyaux depuis mai 68, évolution qui va sans aucun doute se poursuivre : soit vers l'action directe, soit vers le repli communautaire, soit finalement vers l'éclatement et l'individualisme. Les groupuscules politiques n'échappent pas non plus à cette évolution : les uns verseront dans le syndicalisme et même le parlementarisme, les autres vers l'action révolutionnaire organisée. Nous reviendrons sur ces problèmes et sur leurs rapports avec le mouvement ouvrier.

LE BULLETIN DE L'A.E.I.S. (n° 2 - Périer - B.P. 11-47 Le Havre) publie une interview d'une équipe de détourneurs d'affiches et le point de vue du bricoleur : comment faire vos affiches.

Un tract séparé traite des « Considérations sur certains mécanismes institutionnels de la répression (les contrôles psycho-policiers).

UNE AFFICHE ANONYME RELEVÉE SUR LES MURS DE PARIS EN JUIN 1969

EN MAI et après, la presse et les militants « professionnels » ont fait grand cas des leaders, des intellectuels emprisonnés.

Mais qui a parlé du nombre de jeunes ouvriers et étudiants qui ont été condamnés à plusieurs années de prison pour leur engagement dans la lutte ?

Qui a parlé des 700 ouvriers et étudiants étrangers expulsés de France.

Le silence a été quasiment total — POURQUOI ?

Parce qu'ils l'ont fait de manière violente et sans « par-

lementarisme » déguisé comme de nombreux intellectuels gauchistes.

Ainsi les camarades de Bordeaux condamnés à de lourdes peines pour avoir attaqué des commissariats de police à coup de cocktails molotovs.

Ainsi Andrée Destouet en prison préventive depuis 6 mois à la suite des attentats sur les banques.

Ainsi les camarades accusés d'avoir tué un commissaire de police durant les manifestations de Lyon, le 24 mai 1968.

Inscrits dans la lutte violente des masses ouvrières et paysannes, ces attentats, outre leur efficacité plus ou moins réelle suivant le cas, montrent la voie de l'illégalisme, la fin des illusions parlementaires.

Face à la Violence Quotidienne de la Bourgeoisie, face à sa légalité, trouvons nos propres Armes artisanales et multiformes qui la fasse reculer et se découvrir.

D'UN CAMARADE DE L'EST (à propos du texte « La Rage au Ventre » - voir rubrique publications)

« ... diffusé en milieu lycéen et surtout dans les milieux jeunes de certaines boîtes. Réactions plutôt vives du côté syndical sauf côté jeunes C.G.T. et C.F.D.T. Apparition de divers jeunes se réclamant du mouvement libertaires : abonnés ou diffuseurs du Monde Libertaire, « anciens combattants » (avec tous leurs défauts) des barricades de mai 68 de Paris et de Lyon, « accompagnateurs » du Living Theater... ; le fait intéressant est, d'une part qu'ils sont en très grande majorité ouvriers (dans une discussion, 10 sur une quinzaine de jeunes). Les relations entre ces individus (on ne peut parler d'un groupe) ont donné lieu à quelques discussions et critiques de la F.A. de la tendance hippy (tentante pour certains) et des actions du genre pétition et contre propagande électorale (par exemple pétards dans la salle de la Mairie lors de la proclamation des résultats, cela ne va pas loin, mais cela réveille un peu les gens) ou mieux campagne de collage d'affiches du Centre d'Information Civiques détournées et indiquant : « le vote n'apporte rien, le pouvoir est dans la rue ; Pouvoir absolu aux conseils ouvriers ».

AFFICHE A PROFUSION SUR LES MURS DU METRO DE PARIS :

Il est rappelé que les auteurs de graffiti sur les affiches et le matériel encourent une amende de 400 à 1000 francs. En cas de récidive une peine de 10 jours à 2 mois de prison pourra être prononcée art. 74, al. 10, décret du 22 mars 1942 sur la police et la surveillance des chemins de fer - art. 26 du décret 58-1303 du 2 décembre 58).

— D'UN CAMARADE DE N.

« Je viens ici rendre compte de quelques unes de nos activités, si cela peut vous intéresser et aussi (c'est important) vous montrer qu'un certain travail se fait dans une ville assez pourrie, si cela peut vous remonter le moral, dans une période où beaucoup peuvent se laisser aller au désespoir (Mai est assez loin maintenant, et si une certaine cohérence, doublée d'un travail réel, n'est pas présente en ce moment, tout sera rapidement perdu)
1) Il existe à N. plusieurs groupes, certains d'accord pour discuter sur la base des Conseils (seuls quelques anciens gardent la conception « Syndicalisme Révolutionnaire »).

2) Boulots positifs effectués à N. :

a) la contre-publicité fut effective *SYSTEMATIQUEMENT* durant plusieurs mois, c'est-à-dire que pratiquement tous les panneaux de bus et les affiches de publicités ont été détournés (ce qui a été fait partiellement dans d'autres villes a été fait ici systématiquement depuis décembre 68). Il y a d'ailleurs eu des plaintes de déposées (notamment par la maison Arthur-Martin, qui a eu une baisse de ses ventes de 4 %).

La portée vis à vis de la population a été grande d'après les réflexions que nous avons pu entendre, et les faits que nous avons pu noter : durant un mois les affiches fixées sur les transports en commun de N. étaient arrachés systématiquement par des habitants.

b) *Bande dessinée sur débordements des syndicats* avril 69. Je vous joint la bande dessinée qui a été tirée à 2500 exemplaires environ : distribués et collés en ville (cette bande concerne Sud-Aviation).

Nous en avons eu pas mal d'échos notamment des gauchistes critiquant le fait qu'on mette un flic syndical en nazi... (ils ont fait de même un mois plus tard). *Réaction* : la presse communiste locale, tirant à plusieurs

milliers d'exemplaires - version locale de l'Humanité, paraissant tous les vendredi - a cherché à récupérer la bande, preuve que celle-ci a eu une certaine portée.

Nous voyons donc qu'il y a certaines actions qui ont une grande portée mais que ce qu'il faut surtout c'est les mettre en pratique. De tous côtés on parle des bandes dessinées et de contre-publicité, mais personne ne le fait systématiquement ; nous n'avons que faire de philosophes, face à l'immensité de notre projet.

Ce que je viens d'exposer n'est évidemment qu'une face du travail effectué qui veut être contestation globale et radicale de la société.

Il y a quelques remarques intéressantes sur I.C.O. de juin, notamment celle sur la vie quotidienne du camarade du Havre. Il y a évidemment beaucoup à faire sur le terrain de la vie quotidienne : notamment rapport avec les autres (à commencer entre les copains eux-mêmes) ; aménagement de la survie : des détournements peuvent être effectués vis à vis de l'urbanisme actuel ou des séparations géographiques (style : N., capitale de ... vous accueille - détourné en : N., ville interdite aux Arabes et aux Ouvriers). Ce genre peut être étendu à l'ensemble de la ville : sur les H.L.M. : ghetto 1, ghetto 2, ... Certaines cités sont appelées Parcs : Parcs de moutons ...

Il s'agit dans ces actions d'attaquer toute l'organisation de la société de consommation et du spectacle pour faire prendre conscience aux gens de l'organisation de leur « vie ».

Style d'inscription sur un ensemble de 20.000 habitants s'appelant BATECO : BATECO - BOULOT - DODO, ceci n'étant qu'un tremplin à une critique radicale de la société et débouchant par des travaux annexes sur les Conseils des Travailleurs.

DANS LES PREFECTURES des départements, on se penche sur les P.T.T. Dossiers avec photos représentant les entrées de tous les bureaux de poste. Recensement du personnel sûr, mesures prises pour installer des bureaux de tri parallèles dans les préfectures avec du personnel intérimaire sélectionné ; les boîtes de messageries auraient fourni une liste de gens sûrs pouvant entrer à la préfecture. Tout cela pour parer à une menace de grève que les autorités ont l'air de prendre au sérieux. Il serait intéressant de savoir si, comme c'est probable, ces mesures touchent d'autres secteurs vitaux.

CORRESPONDANCE

Pour nous la correspondance, c'est tout. Les lettres reçues sont réparties un peu partout, informations, publications, articles.

Sous ce titre, tu trouveras plus ce qui concerne les problèmes particuliers d'un camarade ou d'un groupe. La réponse qui peut être jointe est celle d'un camarade ; tout autre peut faire une autre réponse, et si une discussion s'engage à propos d'un désaccord, tant mieux. Aucun d'entre nous ne détient de vérités.

ENCORE LE SYNDICALISME

D'UN CAMARADE DU MIDI

L'Agonie d'un monstre politique.

(...) Car c'est là le point névralgique d'une telle entreprise : les Conseils viendront-ils se fondre dans l'organisation syndicale de l'administration des choses, ou créeront-ils un Fédéralisme des Conseils se substituant à toute hiérarchie politique, c'est-à-dire : abolissant l'Etat ?

Ou au contraire subordonneront-ils les Conseils à l'autorité de l'Etat, l'économie au politique ?

Quand on connaît l'origine du Trotskisme, les contradictions de Trotsky entre la politique et l'économie, sa tyrannie, il est difficile de croire à la métamorphose de ses directives dans l'esprit de tous ses disciples, qui préconisent le « Pouvoir Ouvrier », ce qui peut s'interpréter de bien des manières. Pensant séduire les anarchistes, Lénine écrit « L'Etat et la Révolution ». Et de fait beaucoup d'entre eux se rallièrent à un concept qui endormait leur méfiance... : qui ne sait ce qu'il veut devient toujours la proie des autres...

(...) Ils ont substitué le « Pouvoir ouvrier » à la « dictature du prolétariat », mais en fait, sous la chaleur des mots et la foi révolutionnaire on devine l'absolutisme gouvernemental : leur antibolchévisme est un piège à libertaires.

D'UN CAMARADE DES LANDES

Dans le numéro 79 il y a des points de vue très équivoques (selon moi et mon expérience du mouvement révolutionnaire) principalement du camarade américain cité dans « Sous les drapeaux du nationalisme ». Je copie ce qui me paraît équivoque.

« ...Si la classe ouvrière a gêné sa propre bourgeoisie, cela signifie un soutien au mouvement de libération nationale : la lutte anti-capitaliste et anti-impérialiste d'un côté devient un soutien à un mouvement capitaliste de l'autre. Ce sont des contradictions de la vie contre lesquelles on ne peut rien... ».

Il est très possible que l'équivoque vienne d'une des conceptions différentes du but poursuivi ; avant tout c'est la libération de ce peuple martyr des deux barbares qui luttent pour le dominer, pour lui, c'est peut-être avant tout le triomphe d'une prétention révolutionnaire dans l'encombrant échiquier qui cherchent à imposer leur conception. La libération du peuple comme de tout autre peuple ne peut venir qu'en détruisant tous ces prétendus sauveurs, vendeurs de paradis, et en aidant le (ou les) peuple à organiser sa vie défensive et productive sans hiérarchie, c'est-à-dire sans chefs d'aucune espèce, ses propres organisations doivent le conduire à la pratique de la solidarité commune qui est la base de la libération de l'homme et de toute autre nation ; ça, c'est sa propre révolution. Ceci ne tombe pas dans « les contradictions de la vie ». Il y a aussi, sur un autre point de vue, la question de la « gestion syndicale dans les entreprises ». Ceci est une irruption impropre dans une affaire qui ne concerne que le syndicalisme et qui le déforme et dévie de son but solidaire. Je suis sincèrement syndicaliste et dans le syndicalisme je n'admets les qualifications doctrinales autres que celles du propre syndicalisme, c'est-à-dire, celui-ci est par excellence le lien solidaire de la classe ouvrière à travers toutes ses professions pour leur défense et leur émancipation de tout exploiteur, patronat, état ou d'autres qui pourraient surgir. Dans les entreprises ce sont tous les ouvriers qui la composent qui doivent arriver à aider, par leurs syndicats respectifs ou non, à leur propre émancipation, ou bien à travers les comités de gestion, ou autre forme de lutte qu'ils pourraient trouver avantageuse. Mais l'entreprise doit être lorsque le moment est favorable, et c'est à partir de maintenant de créer des « Comités d'entreprise » avec la représentation de toutes les sections qui la composent sans avoir en considération l'appartenance syndicale. Ceci est leur propre affaire et personne qui soit étrangère à l'entreprise ne doit intervenir, même pas l'état avec sa législation, et les syndicats doivent appuyer sans contrepartie cet aspect de l'émancipation ouvrière.

Nous citons ces deux lettres pour montrer que, chez de vieux camarades, les idées, identiques aux nôtres, sont exprimées à l'aide d'un vocabulaire qui pour nous éveille autre chose. Syndicat, syndicalisme sont de ces termes morts pour tout le mouvement ouvrier parce qu'ils évoquent aussitôt les appareils de domination de notre société d'exploitation. Idéalisés, ces mots contiennent encore plus d'ambiguïté touchant « le problème de l'organisation », celui de la dualité du pouvoir (entre les organismes préexistants, comme les syndicats, et les organismes issus de la lutte, comme les conseils, issus des comités de grève). Nous reviendrons sur ces questions.

LE VERITABLE SYNDICALISME

(Editions syndicalistes, 21, rue Jean-Robert Paris 18e)

Le titre est déjà un programme. Cette brochure est le résultat de trois « Conférences syndicalistes » tenues entre les syndicalistes révolutionnaires de la Révolution prolétarienne, les anarcho syndicalistes de la Fédération anarchiste et ceux de la région de Nantes (Union Anarcho Syndicaliste). Nous reviendrons sur cette brochure qui part de la sacro sainte Charte d'Amiens pour atterrir sur le vœu pieux « Toutes les organisations syndicales ouvrières à vocation revendicative et gestionnaire devraient se rassembler dans une Internationale syndicale... ». Tout le problème de la fonction syndicale dans la société actuelle est entièrement escamoté et la question, non moins essentielle des rapports entre les organismes de base (comités de grève puis conseils ouvriers) et les organisations syndicales existantes (impures ou pures) est passée sous silence. C'est pourtant ce qui s'est posé en mai 68 et ce qui continue à se poser (et à se développer) dans toutes les luttes présentes. Cette position n'a d'ailleurs rien d'étonnant quand on connaît l'appartenance qui à F.O., qui à C.G.T., qui maintenant à la C.F.D.T. de ces « véritables syndicalistes » ainsi que toutes les manœuvres dont ne se ventent pas les plus marquants d'entre eux.

LETTRE D'UN CAMARADE DE L'AISNE

Je suis en définitive contraint en ce moment de faire des heures supplémentaires : environ 56 heures de travail par semaine. J'ai dû établir avec mon chef un compromis. Refuser catégoriquement de faire des heures supplémentaires en cette période de vacances, où l'effectif est réduit de moitié, aurait été, je crois, plus un acte d'individualisme qu'autre chose, vu que mes copains ne discutent même pas à un niveau sérieux cet état de fait. Ceux-ci pensent principalement à leurs vacances proches. Cependant, je remarque chez quelques jeunes (des nouveaux) un état d'esprit très différent de celui des « anciens » en face du boulot. Ils ont l'air de ne pas être d'accord pour accepter les mêmes conditions de travail que les autres. Cette combattivité se traduit par un « je-m'en-foutisme », ou plutôt une espèce de « je-m'en-foutisme » peu ordinaire. Bien sûr leurs actes de rébellion anarchiques sont pratiqués « en solitaire ». Je veux dire qu'en face du désordre officiel, ils prient « chacun pour leur bonne étoile ». Cette forme de combattivité (larcins, petits sabotages, etc...) est le seul signe de vie que je discerne à l'heure actuelle.

D'autre part mon rapport avec I.C.O. me préoccupe assez pour que je vous entretienne de mes problèmes. En effet je n'ai plus l'intention de rester longtemps dans cette coopérative dite ouvrière. Mon travail de manutentionnaire ne recoupe en rien ce que j'ai volontairement envie de faire. Je veux dire que bien sûr je n'ai pas choisi ce travail. Continuer cette activité mécanique, et pour moi vide de sens, m'apparaît comme une lâcheté. Bien sûr, il y a les raisons économiques qui sont déterminantes. Cependant, à un niveau vital je me sens obligé de faire quelque chose, de sortir de mon cadre routinier, de briser cette contrainte latente, perpétuelle, qui existe spectaculairement dans le « travail forcé ».

Evidemment, j'ai conscience de la généralité de ma situation. Et de plus, je n'ai aucune solution, dans l'état de choses actuel, à proposer. Il s'agit de ce que ce monde bourgeois appelle une instabilité... Très banal.

J'ai donc « poétiquement » décidé de partir à l'aventure en Amérique du Sud, parce que c'est vraiment loin, et que ce continent est plein de réminiscences. J'ai envie de me promener, de voyager, de reprendre ce qui m'appartient : ma vie.

Je suis également conscient de toutes les critiques et questions que suscitent ce genre « d'expérience ». Je me les suis évidemment faites et posées d'innombrables fois.

Cependant, j'estime que rester dans sa routine est une façon de se stériliser plus ou moins soi-même. Lorsqu'on ne fait pas quelque chose dont on a envie, je crois qu'on finit par dégénérer d'une façon ou d'une autre, quelle que soit la conscience de ses problèmes. Je ne fais pas, surtout pas à travers ces réflexions qui s'appliquent à ma situation, une critique de ceux qui restent où ils sont, qui ne veulent pas sortir de chemins qu'on leur propose, qu'on leur assigne, car au contraire j'ai besoin de dialogue avec ceux-là, la différence qui me sépare d'eux dans les actes n'est pas fondamentale. Je ressens moi-même leur désir de sécurité, de tranquillité. Mais je refuse de payer cette sécurité et cette tranquillité au prix de ce que je tiens le plus important chez chacun : ses idées et le besoin de les réaliser pratiquement, de se réaliser soi-même. Je tiens profondément à explorer toutes les voies qui sont en moi, et pour l'instant ce départ est une de ces voies. Remarquez non plus, qu'il ne s'agit pas d'une volonté de jouissance égoïste de sa propre personnalité. En ce qui me concerne, il ne s'agit pas de cela : je me sens profondément du côté des faibles, des exploités, des misérables mêmes : je suis lié à eux dans mes racines. Je ne suis pas du genre conquérant.

Je pars avec mon seul capital, ma force de travail, dans deux mois pour l'Argentine. Je pense rentrer en France, peut être après quelques mois, ou quelques années.

Les problèmes qui me lient à I.C.O. seront toujours les mêmes.

Je voudrais que vous me disiez les quelques réflexions que vous inspirent cette lettre, sans ménagement bien sûr. Si cela était possible, je voudrais rester en contact avec vous. En effet, il me semble, maintenant avoir commencé un dialogue avec I.C.O., il me semblerait bête de l'arrêter, car rien ne change dans mes convictions. Je ne fais qu'un voyage dans la pratique, si je peux dire. De toute façon, je devais vous rendre compte de mes projets, afin que vous sachiez où j'en suis.

Je reste impatient de recevoir le compte-rendu de la rencontre nationale. Et vos critiques. »

REPONSE A CE CAMARADE :

« Une des règles de nos relations au sein d'I.C.O. c'est de laisser un camarade ou un groupe de camarades faire leur expérience chaque fois qu'ils désirent avoir une certaine activité en pensant déboucher sur quelque chose.

Dans ce cas, nous essayons, d'une part, de discuter avec ce camarade (non pour le persuader que nous avons raison et qu'il a tort), pour tenter de lui montrer les limites où le sens réel de ce qu'il veut faire, d'autre part, nous lui apportons le soutien matériel dont il peut avoir besoin pour sa tentative.

Cela peut paraître contradictoire et critiquable, notamment pour ceux qui pensent que toute activité doit

être « logique », c'est-à-dire pensée, cohérente, orientée vers un but et mûrement réfléchi. S'il leur arrive d'aider ceux avec qui ils ne sont pas d'accord, c'est le plus souvent par tactique, dans l'espoir de les amener par la confiance à glisser sur d'autres positions.

Ce n'est pas non plus une éducation. Là aussi certains y verront un paradoxe, mais c'est plus l'expérience que la pensée qui apprend le vrai sens des choses. Finalement, c'est une question de tempérament et de manière d'appréhender la vie. Sur les problèmes que tu poses, on ne peut avoir que des réponses personnelles. En dehors du « Fais ton expérience » et de l'aide proposée dont nous parlions plus haut.

De l'exploitation, des vexations de travail, des routines, de l'immobilisme des autres, des murs auxquels on se heurte dans ses révoltes qui restent plus ou moins velléitaires, certains s'en accommodent, d'autres ne peuvent le supporter. C'est plus affaire de circonstance de la vie, de ce qu'on a à côté, bien souvent paraissent des dérivatifs. Tel supportera tout et soudain ne pourra plus tenir. Tel aura cru possible de vivre en marge et de ne pas supporter l'exploitation et un jour s'intégrera, parfois d'une manière bien moche par rapport à ses anciennes idées. Tout cela n'a apparemment que peu de rapports avec la lutte de classe qui est un phénomène collectif et pas un phénomène « conscient » au sens qu'on donne habituellement à ce mot ; cela se réfère plus à la révolte individuelle ; mais le total de ces comportements est une partie intégrante de la lutte de classe.

Tu signales au début de ta lettre l'attitude des jeunes devant le travail qui traduit une combativité et un refus d'accepter l'esclavage salarié du capitalisme. C'est le même problème qui te pousse à partir, eux y donnent une autre réponse, chacun à sa mesure individuelle. Ce n'est pas un cas particulier. Actuellement, et surtout depuis mai, on constate à peu près partout, cette même attitude des jeunes et des moins jeunes. Elle inquiète pas mal les dirigeants car elle grippe leur machine économique et présage peut être d'autres formes de lutte.

Quant au désir de sécurité, de tranquillité des autres, c'est une bien mince protection : le capitalisme ou plutôt ce qu'on appelle sa « dynamique » se charge bien de venir les chercher et de dynamiser leurs routines et leur petit confort, et de les acculer à lutter. Quelles que soient les voies, choisies ou non, tout fini par converger vers la lutte parce que le problème central est l'exploitation de l'homme par l'homme pour extraire la plus value du travail. Et cette lutte constante, soit égoïste, soit arrivisme, soit routine, soit contrainte, soit je m'en foutisme, soit ruse, finit par se fondre dans le même creuset parce que, quelles que soient les motivations personnelles, c'est toujours sur les hommes qui refusent d'être des machines que butte le système.

Je pense que si tu as la conviction que tu dois partir il faut que tu partes, mais fais le avec le moins d'illusions possibles et en dissipant les mirages de la distance. Les problèmes de la lutte en Amérique Latine ne sont pas ceux d'ici : ce sont des pays qui s'industrialisent et, comme en Russie en 1917, le combat d'une minorité ouvrière est un combat isolé dont profitera une classe bourgeoise ou son équivalent bureaucratique pour faire l'industria-

lisation contre l'impérialisme dominant — ici les U.S.A. — Ça ne veut pas dire non plus que tu dois jouer les globe-trotters et te promener en spectateur. L'internationalisme ne doit pas être un vain mot. Si tu as le désir de partir parce que cette société te pèse — et que tu retrouveras là-bas avec un même, et pourtant, autre visage — autant que tu établisse le plus de liens possibles, autant que tu en apprennes le plus possible. Ce n'est pas I.C.O. qui est en cause, mais la solidarité anonyme de tous. Tu apprendras des autres et tu apprendras aux autres. On espère seulement que le véhicule pourra être I.C.O.

Ce n'est donc pas seulement le contact qu'on espère garder avec toi, mais discuter de tout cela avant ton départ et garder un lien étroit lorsque tu seras là-bas ; car cela nous intéresse tous de connaître une réalité qui nous échappe à peu près entièrement. »

A PROPOS DU MOUVEMENT COMMUNISTE LIBERTAIRE (M.C.L.)

Dans I.C.O. n° 82 (mai 69) et 83 (juin 69), nous avons parlé de la création du M.C.L. pour répondre à des questions de camarades de province. Nous avons souligné ce qui pouvait introduire une confusion pour des camarades non avertis.

Nous avons reçu la lettre suivante :

« A la suite de la lecture du n° 82 d'I.C.O., je vous écris pour apporter quelques rectifications sur ce qui concerne la création d'une organisation communiste libertaire par un certain nombre de camarades dont ceux de la J.A.C.

La « réponse d'un camarade de Paris » à la lettre d'un « camarade de Vesoul » abordant ce problème, me semble incomplète et d'une information douteuse (manque d'informations et assimilation hâtive). En ce qui concerne le fait selon lequel cette organisation tenterait de se créer sur la lancée du mouvement révolutionnaire (action) cela est parfaitement faux. S'il est vrai que certains camarades, notamment de province ont appartenu antérieurement à la T.A.C. (tendance anarchiste-communiste du M.R.) cela ne peut signifier en aucun cas un parallélisme entre deux tentatives sensiblement différentes, et *sans aucun lien entre elles*, mais pour ou contre des faits.

Nous ne pouvons que nous féliciter que des camarades proches de nous aient eu sans consultations préalables, des préoccupations semblables aux nôtres.

En espérant que les contacts seront plus nombreux entre nous, salut et amitié. »

Cette lettre était accompagnée du n° 1 d'un bulletin intérieur relatant la constitution du M.C.L. Nous reviendrons sur les tendances de ce mouvement qui veut se transformer en organisation, lorsque des textes ouverts à tous permettront de situer quelles sont ses idées et ses perspectives.

PUBLICATIONS

Sous ce titre tu trouveras :

- 1) l'annonce de textes publiés séparément par des groupes participant à I.C.O.
- 2) le rappel de publications antérieures disponibles
- 3) un relevé des publications échangées ou de celles qui auront pu intéresser des camarades parfois de notes critiques.

LA CRITIQUE : ce qui est dit ici n'est que l'opinion d'un ou plusieurs camarades. Si tu n'es pas d'accord ou si tu as lu quelque chose d'intéressant non mentionné ici, tu dois l'écrire, car cela peut nous intéresser tous.

LA DOCUMENTATION : pour une discussion, pour un article, tu as réunis des textes, des articles de journaux, des livres. Pourquoi ne pas en publier la liste. D'autres camarades le compléteront et cela pourra servir à tous.

L'ECHANGE : seul ou en groupe, vous avez publié des textes, des tracts, touchant le mouvement ouvrier, ou une lutte particulière. Signale-nous : ou on le mentionne avec nom et adresse, ou tu en envoies suffisamment pour satisfaire les demandes.

I - TEXTES PUBLIES depuis juin 69 :

- RENCONTRE NATIONALE 1969 : numéro 84 - août 69 - diffusion limitée aux seuls abonnés - envois supplémentaires 2 f l'exemplaire.
- RENCONTRE INTERNATIONALE 1969 : ce compte-rendu paraîtra courant septembre et ne sera adressé qu'en un seul exemplaire aux abonnés.
- THESES SUR LA REVOLUTION CHINOISE : Cajo Brendel) numéro 4 des Cahiers du Communisme de Conseil (Camoin - B.P. 15 - 13 Marseille 12e).

II - BROCHURES et NUMEROS ANCIENS DISPONIBLES ou DEMANDES

Brochures disponibles

- LA GREVE GENERALISEE EN FRANCE - Mai-juin68 (2,50 F)
Sommaire : il s'est passé quelque chose - la société capitaliste - le mouvement étudiant - le mouvement ouvrier - participation et réformes de structures - l'organisation de la production et de la distribution par les producteurs eux-mêmes - annexe : cinq thèses sur la lutte de classe.
- DICTATURE DES INTELLECTUELS (1 F). Remarques critiques sur les « Réflexions » de Max Nomad par Paul Mattick (1934).
- LES PROVOS ET LA LUTTE DE CLASSE (1 F). Que s'est-il passé à Amsterdam en 1965 - le manifeste des Provos - une discussion sur les provos.
- LE MOUVEMENT POUR LES CONSEILS OUVRIERS EN ALLEMAGNE (1918-1935). (1 F). Exposé, analyse et discussion.
- REPONSE A LENINE (réimpression) (4 F).
- LA RAGE AU VENTRE.

Numéros d'I.C.O. disponibles :

- DOCUMENTS : supplément au numéro 17 « L'AFRIQUE NOIRE EST MAL PARTIE » critique de livre. L'Amérique vue par un ouvrier immigré - mai 60 - Lavalette, secteur rétrograde du capitalisme, mai 60 - Problèmes de décolonisation au Maroc et en Tunisie, novembre 59. 1963 : numéros 17, 18 — 1965 : numéro 44 — 1966 : numéros 51, 52 — 1967 : numéros 58, 62, 64 — 1968 : numéros 75, 76 — 1969 : numéros 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84.

Des camarades demandent

- L'ENCYCLOPEDIE ANARCHISTE de Sébastien Faure - 4 tomes - neufs ou occasion.

— les numéros d'I.C.O. suivants : 42, 49, 65, 71, 72 (plusieurs numéros de chaque).

— les brochures : LA RUSSIE - et NANTES St-NAZAIRE (suppléments à I.C.O.).

PUBLICATIONS REÇUES

— HONGRIE 1956 : Documents sur les Conseils Ouvriers (extraits du numéro 21 Socialisme ou Barbarie - et du livre Pologne-Hongrie) (à la Vieille Taupe - 1, rue des Fossés St-Jacques - Paris Ve).

— SHOW CULTUREL A L'I.N.S.A. ou les curés la ramènent : tract diffusé le 19 mars à l'I.N.S.A. de Lyon à l'occasion d'une conférence de J.-M. Domenach (revue Esprit) auprès des futurs jeunes cadres de cette école et contenant la reproduction d'un article de l'Internationale Situationniste numéro 10 - mars 66 - « Domenach contre l'aliénation ».

— LIAISONS ET AUTOGESTION : journal fait par ses lecteurs. Numéro 1 - juin 69 - 25, faubourg Montmartre, Paris 9ème.

On voudrait pouvoir saluer sans réserves une telle tentative de faire un bulletin et de créer un groupe en tous points semblables à ce que tente de réaliser I.C.O. depuis des années. La devise que se donnent ces camarades « Liaisons et Information par et pour les intéressés eux-mêmes » est précisément le nôtre. Mais malgré l'anonymat, on y décèle la patte de militants que certains d'entre nous ont bien connu à Socialisme ou Barbarie et qui, il y a dix ans, étaient résolument hostiles à tout ce qui n'était pas une organisation centralisée, modèle léniniste revu et corrigé. L'ouvrier de chez Renault dont les paroles sont citées n'est-il pas également un des animateurs de Tribune Ouvrière, journal autonome d'entreprise Renault, que lui-même abandonna pour passer à F.O., puis à la C.F.D.T., dont il est présentement toujours délégué et ardent défenseur.

Ce qui a toujours été pour nous une pratique (et cela ne nous valait de certains de ces mêmes camarades, qu'un mépris hautain) nous pourrions leur proposer de discuter maintenant leurs positions d'alors. N'est-il pour eux qu'une recette pour tenter de reconstituer un groupe ? C'est la simple question que nous nous posons. En souhaitant que les idées nouvelles qu'ils rejetaient il y a peu, rencontrent l'adhésion de nombreux camarades - lesquels en se regroupant et en mettant en pratique leurs idées - donneront la mesure de l'évolution et des intentions des animateurs de ce bulletin. Donnons-en le sommaire : Voici la formule du journal - Comment intervenir dans le journal - C.S.F. que reste-t-il de mai ? - Comment mobiliser les employés - Autogestion et co-gestion - Grève au collège technique de Colombes - Carrefour de jeunes travailleurs - Un journal comme le nôtre a déjà existé - (notons aussi ce qui nous rend réservé à l'égard des débats théoriques proposés) Comment mobiliser la classe moyenne et en particulier les employés.

(Egalement la bibliographie est particulièrement succincte).

— SOLIDARITE : Liaison, information, inter-entreprises entre travailleurs, Grenoble et la région - numéro 1 (demander à I.C.O.) - Ce qu'est le bulletin : Demande de travail aux Nouvelles Galeries - Premières esquisses d'une plateforme - Travail agricole - 4ème thèse sur la lutte de classe de Pannekoek - Condition des femmes de chambre - Elections trahison et Krivine - Un an après à Valisère.

Un camarade présente cette tentative de la manière suivante :

« ... Le premier est quelque peu parachuté de l'extérieur
« des boîtes, mais peu à peu ce sont les gars eux-mêmes,
« ceux avec qui on est en contact, qui le prendront en
« charge (enfin, c'est ce qu'il faudrait). Il n'y aura pas
« que des informations mais aussi des articles sur les
« positions économiques horizontales et verticales des
« usines où on a des copains, des débats politiques et
« théoriques... ».

— GROS SEL porte en sous-titre « Recherches pour un front socialiste uni » (7, avenue de la Forêt Noire - 67 Strasbourg) : le numéro 12, juin 69, 2,50 F, nous est parvenu avec la demande « Nous serions heureux que vous puissiez le recenser dans I.C.O. » — Sommaire : les couches moyennes dans le mouvement révolutionnaire (qui contient une relation inexacte de faits pourtant reproduits de la brochure « la grève généralisée en France, mai-juin 68 ») - L'autogestion est-elle une revendication technocratique ? - des documents : inégalités sociales dans les études scientifiques supérieures - Quelle est la place des couches moyennes dans les rapports de production ? - Technocrates et techniciens - Conscience de la fonction effective remplie par le système scolaire - Le mouvement étudiant et ses rapports avec le mouvement révolutionnaire.

Pour situer cette publication, disons que la première page est la reproduction d'un tract du Comité d'Action pour la Révolution dans l'Eglise et que le sommaire des numéros précédents est consacré pour une bonne part à ces problèmes.

— SUR L'IDEOLOGIE ULTRA GAUCHE : un groupe de camarades qui avaient assisté à la rencontre internationale ont proposé à ceux qui y avaient présenté ce texte (voir numéro spécial 84, août 69, consacré à cette rencontre) de publier celui-ci dans le premier numéro d'une série de brochures à paraître en septembre sous le titre « Champ Libre ». Les auteurs du texte ont longuement développé le point central sur la dynamique du capitalisme et la loi de la valeur. Sa longueur a doublé. Si cela intéresse des camarades ayant assisté à la rencontre, ou d'autres qui en ont entendu parler, ils peuvent le demander.

— BULLETIN DE LIAISON de Conseil d'Administration de l'A.E.I.S. reproduit de façon non périodique la cor-

respondance et les manuscrits qui lui sont envoyés : il reproduit des textes ou des tracts qui leur semblent intéressants. Le numéro 2 du bulletin (demander à I.C.O. ou à PERIER B.P. 11-47, Le Havre) comporte les articles suivants :

- les modèles analogiques verbaux (M.A.V.) : les machines célibataires ; la théorie des lignes de temps, systèmes fondés sur le principe d'identité et système Korzybski.

- autogestion immédiate (notes sur la séduction comme forme du pouvoir dans les organisations préétablies, la pratique du groupe autogéré, la transparence dans les rapports, dynamique du groupe transparent et du groupe non transparent).

- thèses de mai 69 : psychologie des classes et attitudes par rapport à la révolution ; l'emmerdant, le nihilisme.

- utilisation des chaînes de Markov pour décrire mai 68, la lutte de classes, prévoir les futurs moments révolutionnaires à partir du modèle des 4 pouvoirs (physique, économie, culturel, dont la somme est l'idéologie, et, pouvoir vide).

- bande dessinée sur l'hygiène mentale et son intégration dans l'organisation de la survie.

- langage humain et cybernétique - ABC sur le détournement d'affiches et la sérigraphie - sociologie et cybernétique - Contribution aux Conseils Ouvriers, présentation d'une esquisse de critique de la pratique passée des Conseils et d'une forme praticable maintenant : le groupe de pourrissement généralisé.

— LUTTE OUVRIERE : numéros 47 à 50 - Rodinson - Initiatives socialistes - 54, rue Mr Le Prince - Paris 6e. La conférence mondiale des P.C. - Le nouveau septennat Informations sur quelques entreprises.

— ECOLE EMANCIPEE : numéros 18, 19 - Larvor - 12, rue Le Braz - 22 St-Brieuc — Juin des prolétaires - le sens d'une abstention.

— JEUNE REVOLUTIONNAIRE : numéro 7 - 18, rue de l'Echiquier - Paris 10e. — Jeune travailleur, étudiant, lycéen la seule arme est l'organisation ! - Rejetons l'AJS

— LE PROLETAIRE : numéro 66 - B.P. 375 - Marseille-Colbert — Parti et organisation de classe.

— POUVOIR OUVRIER : numéro 98 - 22, rue Léopold Bellan - Paris 2e — La ligue communiste et les élections.

— L'ARNACHO-SYNDICALISTE : numéro 88 - Métivier - 79 St-Léger les Melle — Où allons-nous ? - et un article sur les luttes intestines à l'intérieur de l'Ecole Emancipée

— REVOLUTION PROLETARIENNE : numéro 249 - 21, rue J.-Robert - Paris 18e.

— PERSPECTIVES SYNDICALISTES : numéros 51 et 52 - 8, place Bonsergent - Paris 10e — L'extrême-gauche, marche-pied de Pompidou, avec en conclusion le regret de voir Poher battu, bourgeois libéral teinté de pacifisme, dont le socialisme ne peut rien attendre, mais peu redouter...

— REVO : numéro 1 - B.P. 252 - Bruxelles I.

INTEREDUCATION : numéro 10 - 8, rue Marcelin Berthelot - 92 Montrouge.

— ANALYSES ET DOCUMENTS : numéros 174 à 176 - 22, rue Descartes - Paris 5e — Luttés ouvrières et syndicalisme.

— LE PEUPLE BRETON : numéro 68 - B.P. 713 - Rennes.

— UNION PACIFISTE : numéro 36 - Ganchon - Groupe Paul Langevin - 78 Trappes.

— LE RESISTANT A LA GUERRE : numéro 18 - rue du Stand - 24 Bienne - Suisse.

— LE BRULOT : numéros 57, 58 - Dassonville - 30 B, rue Molière - 93 Bagnolet. — Pamphlets consacrés aux dernières élections et aux qualités de Poher.

— MONDE LIBERTAIRE : numéro 153 - 3 rue Terneaux.

GRANDE-BRETAGNE

— SOLIDARITY : c/o Russel - 53 A. Westmoreland Road, Bromley - Kent.

Numéro de mai 69 : intéressant article sur la modernisation de l'industrie du papier à Aberdeen - Compte rendu de la conférence des 19 et 20 avril. Il y a maintenant quatre groupes autonomes : 2 à Londres, un à Aberdeen, un deuxième pour l'Ecosse : Clydeside.

Numéro de juin 69 : nouvelle conférence nationale les 21 et 22 juin - Solidarity doit sortir une brochure sur les Bolcheviks et le contrôle ouvrier (1917-1921).

— MILITANT : numéros de mai et juin - 197 Kings Cross road - London - W.C.I.

— FREEDOM : hebdomadaire anarchiste - 84 B Witechapel High Street, Witechapel E.I.

— BLACK AND RED : numéro 1 - bulletin ronéotypé publié par la North West Federation of Anarchists (Lancaster and Manchester groups).
F. Phillips - 9 Boland Street - Manchester - 14.

— BULLETIN OF THE ANARCHIST BLACK CROSS : numéro 5 - 735, Fulham Road - London - S.W.6.

Ce que nous sommes, ce que nous voulons

Ce texte ne constitue pas un programme ou une plate-forme d'action il constitue le point d'une discussion permanente entre tous les camarades d'I.C.O. chacun peut le remettre en question. En tout ou partie.

Le but de notre regroupement est de réunir des travailleurs qui n'ont plus confiance dans les organisations traditionnelles de la classe ouvrière, partis et syndicats.

Les expériences que nous avons faites nous ont montré que les syndicats actuels sont des éléments de stabilisation et de conservation du régime d'exploitation.

Ils servent d'intermédiaires sur le marché du travail, ils utilisent les luttes pour des buts politiques, ils sont les auxiliaires de toute classe dominante dans un Etat moderne.

Nous pensons que c'est aux travailleurs de défendre leurs intérêts et de lutter pour leur émancipation.

Travailleurs parmi d'autres, nous essayons de nous informer mutuellement de ce qui se passe dans nos milieux de travail, de dénoncer les manœuvres syndicales, de discuter de nos revendications, de nous apporter une aide réciproque.

Dans les luttes, nous intervenons comme travailleurs et non comme organisation pour que les mouvements soient unitaires et pour cela nous préconisons la mise sur pied des comités associant de façon active le plus grand nombre de travailleurs, nous défendons des revendications non hiérarchisées, et non catégorielles capables de faire l'unanimité des intéressés. Nous sommes pour tout ce qui peut élargir la lutte et contre tout ce qui tend à l'isoler. Nous tentons par des réalisations internationales de savoir aussi quelle est la situation des travailleurs dans le monde et de discuter avec eux.

Tout cela nous mène, à travers les problèmes actuels, à mettre en cause toute la société d'exploitation, toutes les organisations, à discuter de problèmes généraux tels que le capitalisme d'Etat, la hiérarchie, la gestion bureaucratique, l'abolition de l'Etat et du salariat, la guerre, le racisme, le socialisme, etc. Chacun expose librement son point de vue et reste entièrement libre de l'action qu'il mène dans sa propre entreprise. Nous considérons comme essentiels les mouvements spontanés de résistance à tout l'appareil moderne de domination alors que d'autres considèrent comme essentielle l'action des syndicats et des organisations.

Le mouvement ouvrier est la lutte de classe telle qu'elle se produit avec la forme pratique que lui donnent les travailleurs. Ce sont eux seuls qui nous apprennent pourquoi et comment lutter ; nous ne pouvons en aucune façon nous substituer à eux ; eux seuls peuvent faire quelque chose. Nous ne pouvons que leur apporter des informations au même titre qu'ils peuvent nous en donner, contribuer aux discussions dans le but de clarifier nos expériences communes et, dans la mesure de nos possibilités, que leurs fournir une aide matérielle pour faire connaître leurs luttes ou leur condition.

Nous considérons que ces luttes sont une étape sur le chemin qui conduit vers la gestion des entreprises et de la société par les travailleurs eux-mêmes.

informations correspondance ouvrières

Correspondance : P. BLACHIER, 13 bis, rue Labois-Rouillon - PARIS 19e

Abonnement : Un an - 12 numéros : 12 F.

Versements : I.C.O., c.c.p. 20.147-54 PARIS